



*Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés,
UNISSEZ-VOUS !*

2F Adresse : L'HUMANITE ROUGE
B.P. 365
75.064 ; PARIS CEDEX 02

JOURNAL COMMUNISTE
POUR L'APPLICATION EN FRANCE DU MARXISME-LENINISME
ET DE LA PENSEE-MAOTSETOUNG

5^e ANNEE N° 180
JEUDI 15 MARS 73

Le " passage pacifique au socialisme " est une impasse

POUR LE SOCIALISME UNE SEULE VOIE : LA LUTTE RÉVOLUTIONNAIRE

(EDITORIAL page 3)

**Contre
la circulaire
Fontanet
LA LUTTE
CONTINUE**

(page 9)



**INTERVIEW
D'UN REPRÉSENTANT DE
L'UNION DES ÉTUDIANTS
LAO**

(pages 6 et 7)



**Soutien
aux
aiguilleurs du ciel**

(page 4)

**A L'USINE
COFRAMAILLE
(Schirmeck)**

**LA LUTTE
RÉSOLUE
MÈNE
A LA
VICTOIRE**

(page 4)



**Les Comités
d'Unité Proletarienne
ou Populaire**

(page 11)

APRÈS LA MYSTIFICATION ÉLECTORALE

AVANT :

Parole d'honneur

Le 7 mars, Messmer déclarait à propos de la cuisine électorale : « Il n'y a pas eu de combinaisons d'états-majors dans cette affaire ».

La veille, Lecanuet s'indignait que l'on suppose qu'il ait pu avoir des contacts avec l'U.D.R. !

Le 8 mars, il révélait que le 6 il avait rencontré Messmer à Matignon.

Ah ! les honnêtes gens !

Le 6 mars, le même Lecanuet affirmait : « Nous ne pratiquerons pas ce qu'on appelle les désistements ».

Peyrefitte, en écho, disait : « Il n'y a pas de désistement des candidats de la majorité à l'égard des réformateurs ».

Aussitôt dit, aussitôt fait, le soir même Lecanuet et Messmer se rencontraient pour parler désistements.

Pas à vendre, déjà vendu

Le 7, Lecanuet, toujours, disait : « Au cas où le président Pompidou me demanderait de l'aider, je n'accepterais qu'un ministère de grande responsabilité, sinon, bien entendu, je n'accepterais pas un ministère marginal, pour faire de la figuration ».

Le lendemain, il s'indignait : « Mes propos ont été déformés... » et il ajoutait qu'« il n'était pas un homme à vendre ». Bien sûr, il y a belle lurette qu'il est vendu.

Le droit chemin

C'est au petit jour que Lecanuet a rencontré Messmer. Discrètement, par une porte secrète de Matignon. Celle-là même qu'il utilisait en 1958, lorsqu'il était au gouvernement avec Guy Mollet, pour aller rencontrer de Gaulle qui s'appropriait à prendre le pouvoir.

Parole de Debré

« Les réformateurs ? Jamais ! », ainsi causait il n'y a pas bien longtemps Debré. Mais que voulez-vous : « L'adaptation aux circonstances — et, éventuellement, aux hommes — est dans l'ordre des choses en politique ».

L'heure des promesses

« Les Français aspirent à une amélioration du niveau de vie, à plus de justice sociale... Nous nous ferons les interprètes des souhaits exprimés », ainsi causait Peyrefitte.

Messmer disait, quant à lui : « Les Français ont envie de changement ? C'est tout-à-fait normal... Nous sommes les hommes du changement. Ces changements, le moment est venu de les faire ».

N'oublions pas Pompidou « décidé à répondre à vos aspirations légitimes, individuelles et nationales ».

APRÈS :

Les vaincus de demain

Au soir des élections, tout le monde est satisfait.

Peyrefitte jubile, Poniatowsky paivoise, Lecanuet n'en parlons pas. Mitterrand se déclare satisfait, Piquet,

au nom du P.C.F., déclare qu'un « point très important » a été marqué. Que des vainqueurs en somme ! Mais au fond, ce sont-là autant de vaincus. Bien des illusions, qu'ils ont tous contribué à entretenir, vont disparaître. Après la déception, l'amertume, nombreux seront ceux qui vont prendre la seule voie possible du changement, la voie révolutionnaire.

Fin de spectacle

En ce 11 mars on se congratule entre acteurs de la mystification électorale. Edgar Faure déclare à Piquet : « Vous avez une bonne minorité, je vous en félicite », puis adresse ses félicitations au fasciste Soustelle à qui il décerne un brevet de progressisme.

N'y a-t-il pas là de quoi convaincre plus d'un d'avoir été berné, roulé, mené en bateau ?

C'est reparti

A peine les résultats connus, Séguéy a entamé la ritournelle de la négociation. « Nous proposerons des négociations au gouvernement », a-t-il déclaré. D'élection en élection, de négociation en négociation, on a trompé les travailleurs, rien n'a changé. On peut tromper les gens un temps, Séguéy, pas éternellement.

Le salut des travailleurs

Le même Séguéy ajoutait : « Pas de salut en dehors du Programme commun ». Dans les mois qui viennent, de nombreux travailleurs liront la leçon des élections : Pas de salut en dehors de l'action révolutionnaire des masses.

Attendre 1976 ?

Les élections à peine terminées, déjà Marchais parle des prochaines... les bonnes celles-là. Voilà des décennies que l'on mène ainsi les travailleurs d'élection en élection, en leur promettant le changement pour la fois suivante. Cette fois-ci risque d'être de trop.

Ils l'ont cherché

L'existence d'un « mode de scrutin injuste », c'est par cela que les dirigeants du P.C.F. ont expliqué le résultat des élections. N'est-on pas en droit de leur dire : « Tu l'as bien voulu, Georges Dandin » ?

Dans ce régime, les élections sont truquées, et il en sera ainsi tant que la bourgeoisie aura le pouvoir. C'est bien pourquoi la voie électorale est une voie sans issue.

UNE DÉCLARATION DU BUREAU POLITIQUE DU P.C.M.L.F.

(Parti Communiste Marxiste-Léniniste de France)

Les résultats du second tour des élections législatives font l'éclatante démonstration de la fonction des élections organisées par la bourgeoisie détentrice de l'État : cette fonction consiste à maintenir en place et perpétuer le système capitaliste en le faisant cautionner par les masses elles-mêmes, qui en sont les premières victimes.

Une fois de plus dans l'histoire du peuple français, les illusions électorales ont joué à plein. Naturellement, comme d'habitude, le réveil est fait de déception et d'amertume.

L'électoratisme bourgeois est une violence de classe exercée sur le prolétariat et sur tous les travailleurs par mille moyens divers. Outre l'injustice du mode de scrutin et du découpage des circonscriptions, la tricherie et la violence n'ont cessé de caractériser ces élections. Menaces dans les discours de Pompidou, de Messmer, de Peyrefitte, etc... Une intervention du président de la République à la veille du scrutin du second tour, constituant une pression d'un rare cynisme sur les électeurs.

De la sorte, née à la faveur de la violence bourgeoise et fascisante, la V^e République reste caractéristique de la violation brutale de la simple démocratie telle qu'elle est conçue par le peuple. Une minorité d'exploiteurs capitalistes domine ainsi l'immense majorité laborieuse de France.

Cependant, les résultats de ce second tour, tout en confirmant la large volonté de changement des masses populaires, comportent certains indices du début d'une prise de conscience nouvelle parmi les travailleurs. Voici ce qu'ils démontrent en particulier :

1) Dans de nombreux cas, des « socialistes » ont préféré reporter leurs voix sur les Réformateurs, et des électeurs Réformateurs du premier tour ont reporté leurs voix sur les candidats « socialistes ». De ce fait, le nombre des députés Réformateurs (pro-américains par excellence) augmente. Celui des députés « socialistes » augmente également, devient même supérieur à celui des députés révisionnistes, qui reste lui-même égal à celui du scrutin de 1967 (aucun progrès).

La toile de fond historique de tels phénomènes est constituée par le profond discrédit apporté à l'idée du communisme par la politique social-impérialiste des dirigeants révisionnistes soviétiques (invasion armée brutale de la Tchécoslovaquie, agression contre la Chine, ingérences dans les affaires d'autres peuples...) Le révisionnisme nourrit l'anti-communisme.

Les dirigeants du P.C.F. maintenant systématiquement leurs liens étroits et préférentiels avec le Parti « communiste »

d'U.R.S.S. ont ainsi supporté les frais de la défiguration criminelle et de la trahison du communisme perpétrées par les krouchtchéviens et leurs successeurs tel Brejnev. D'ailleurs, les dirigeants « communistes » français se sont ralliés depuis longtemps au reniement des principes marxistes-léninistes dont le déferlement fut provoqué par le XX^e Congrès du P.C.U.S.

2) De nombreux électeurs du P.C.F. ont refusé de reporter leurs voix au second tour sur les candidats « socialistes ».

Ils ont ainsi fort justement condamné le « Programme commun » de contenu capitaliste, passé aux sommets par les seuls états-majors révisionniste et social-démocrate, dans un seul but électorale (cuisine électorale sans principe).

Ils ont eu de la sorte un saine réflexe de classe, qu'il importe maintenant de concrétiser par la critique approfondie et conséquente de l'opportunisme des dirigeants du P.C.F.

Ces deux constatations démontrent en effet clairement que la tactique ultra-opportuniste du révisionniste Marchais, trahissant les principes du marxisme-léninisme, a subi un grave échec.

Aussi le Bureau politique du Parti communiste marxiste-léniniste de France appelle-t-il solennellement et fraternellement les électeurs communistes, ouvriers en tête, adhérents de base ou simplement sympathisants du P.C.F. à engager la discussion, dans les entreprises, dans les quartiers des villes, dans les villages, avec les militants marxistes-léninistes, afin qu'ils étudient et analysent ensemble les enseignements de ces élections. Ensemble ils pourront préparer avec sérieux, sans tomber dans nul excès gauchiste ou aventuriste, les luttes indispensables pour arracher dans l'immédiat différentes satisfactions sur les plans économique et social.

Ensemble, ils s'efforceront de faire passer ces luttes de leurs contenus et formes économiques et sociales à un contenu politique et à des formes révolutionnaires.

Ensemble, ils prépareront ainsi, par des efforts persévérants et prolongés, les luttes indispensables qui, seules, permettront d'accéder à une période pré-révolutionnaire. Ils prépareront concrètement la seule voie susceptible d'ouvrir le chemin de changements durables et réels, le chemin du socialisme garanti par la dictature du prolétariat, la voie révolutionnaire prolétarienne tenant compte, en les adaptant aux conditions spécifiques de l'époque de la France, des justes enseignements universels et historiques de la Commune de Paris et de la Révolution d'octobre 1917.

12 mars 1973,
2 heures du matin.

FRANCE-NOUVELLE ET LA VÉRITÉ

Il suffit souvent de changer un mot, un seul mot, pour modifier complètement le sens et la portée d'une phrase entière. Et donc attribuer aux auteurs de la phrase un point de vue à l'opposé du leur.

L'hebdomadaire des dirigeants révisionnistes du P.C.F. en date du 30 janvier dernier (n° 1420) a recouru à ce procédé méprisable pour présenter la position des « maoïstes de l'Humanité-rouge » (c'est ainsi qu'il nous a baptisés !). Dans sa page 16 est écrit que nous avons

« pris pour mot d'ordre central : « Changer de gouvernement ne change rien. »

Changer de POLITIQUE ne change rien.

Il faut changer de régime. »

Au mot « majorité » il substitue le mot « politique » et le tour est joué ! alors que nous ne cessons de proclamer la nécessité d'un réel, profond et durable changement de politique, en expliquant qu'il ne peut intervenir par la voie pacifique

des urnes, mais seulement par la voie révolutionnaire conforme aux enseignements et principes d'Octobre 1917 !

« France-Nouvelle » pousse le mensonge un peu plus en ajoutant que nous dirions : « Absention ! Elections, trahison ! » Or, nous n'avons pas une seule fois mis en avant ce mot d'ordre, il suffit de se reporter au discours central de notre meeting de la Mutualité du 16 février pour le constater.

Mais voilà, comment les dirigeants révisionnistes pourraient-

ils agir autrement qu'en recourant à des mensonges, eux qui ont pratiqué la déformation et le tronçage systématique des textes, chinois et albanais en particulier, pour justifier la politique krouchtchéviennne de liquidation du marxisme-léninisme ? Electeurs et militants de base du Parti « communiste » français, cherchez la vérité, et vous la trouverez. Ensuite vous pourrez régler vos comptes avec ceux qui vous trompent et vous détournent constamment de la juste voie de Marx et de Lénine !

Éditorial

PRÉPARONS-NOUS A DE GRANDES LUTTES PROLÉTARIENNES ET POPULAIRES!

Les leçons que nous tirions dès la semaine dernière de la toute récente consultation électorale ont été confirmées lors du second tour de scrutin. Plusieurs millions de travailleurs ont manifesté leur volonté de changement, leur refus de la politique réactionnaire du pouvoir capitaliste. Mais aussi, et c'est là l'aspect principal, de véritables changements sont impossibles par la voie électorale dans le cadre de la dictature de la bourgeoisie même si celle-ci a la forme de la démocratie bourgeoise.

La classe dominante dispose de multiples moyens pour assurer la victoire de ses représentants au Parlement; le découpage des circonscriptions électorales et le mode de désignation des députés, le refus du droit de vote aux travailleurs immigrés constituent pour elle un moyen important, mais non fondamental, d'assurer sa «victoire» électorale; c'est par sa domination idéologique que la bourgeoisie assure la conservation de sa force politique, disposant du contrôle de toute l'«information» et de l'«éducation», elle trompe une partie des masses populaires qu'elle amène à agir contre ses intérêts pour ceux de la classe exploiteuse. Mais cela est-il nouveau? Et même si cela nous indigné, peut-on s'étonner que Pompidou, chef de l'Etat monopoliste, ait pris la parole avant le second tour pour recourir une dernière fois à l'anticommunisme.

Les communistes s'appuient sur la théorie scientifique marxiste-léniniste, ils ont le devoir de regarder les choses en face, de ne pas bercer le peuple d'illusions mais de l'éduquer pour le conduire à son avenir radieux socialiste. C'est là une ligne de démarcation fondamentale entre marxistes-léninistes et révisionnistes modernes. Les dirigeants révisionnistes français ont rejeté le marxisme-léninisme. Ils portent une responsabilité immense au regard de l'histoire. Leur électoralisme invétéré aboutit à la division, à l'amertume et parfois à la démoralisation au sein du peuple. Mais il ne s'agit là que du résultat le plus négatif des illusions déçues. La conséquence la plus importante, cela est inévitable, sera le développement du mouvement révolutionnaire de masse. Les dirigeants révisionnistes du P.«C.»F. savent que les luttes qu'ils ont freinées, étouffées, bradées avant les élections ne vont pas manquer de se développer dans les usines, les campagnes, les facultés.

Dès maintenant, tout en ayant l'œil fixé sur les «présidentielles» de 1976, ils s'engagent dans une nouvelle entreprise de tromperie du peuple; ils prétendent impulser et soutenir la lutte de la classe ouvrière et des autres travailleurs pour la satisfaction de leurs justes revendications. Mais souvenons-nous du printemps révolutionnaire de 1968! Plus de dix millions de grévistes, la masse de notre peuple manifestait son opposition violente au pouvoir gaulliste. Les dirigeants révisionnistes du P.«C.»F. n'eurent alors qu'un objectif, identique à celui de de Gaulle; dissoudre le mouvement de masse et renvoyer les travailleurs devant les urnes de la bourgeoisie.

Le prolétariat, l'ensemble du peuple de notre pays, ne peut avoir confiance dans la direction révisionniste du P.«C.»F. dont la ligne est fondée sur l'illusion d'un passage pacifique au socialisme, c'est-à-dire nécessairement sur le respect de la légalité de la bourgeoisie, sur le respect de son pouvoir antipopulaire.

Que dès maintenant les travailleurs d'avant-garde impulsent et organisent partout la lutte classe contre classe; que partout ils sachent lier les objectifs politiques du prolétariat révolutionnaire aux luttes économiques.

Dans l'action se réalisera alors, soyons-en certains, l'unité du prolétariat, l'unité du peuple déterminé à balayer le régime des exploiters capitalistes.

Ce n'est que sur son vrai terrain de lutte que se gagnera la victoire du prolétariat

« Tout ça, c'est la faute d'un système de scrutin injuste! », piaillent en chœur les dirigeants du parti révisionniste.

Certes, la loi électorale est particulièrement scandaleuse puisque, pour être un député du P.«C.»F., il faut deux fois et demi plus de voix que pour un député U.D.R.

Mais comment osent-ils feindre de s'en étonner, de s'en indigner! les élections ne sont-elles pas, de tout temps, le terrain choisi par l'ennemi, la bourgeoisie, pour ligotter, bâillonner le prolétariat? N'est-ce pas sur ce terrain où les dés sont pipés, où d'avance les jeux sont faits, que les révisionnistes entendent entraîner la classe ouvrière et le peuple de notre pays à ce qui ne peut être autre chose que sa défaite?

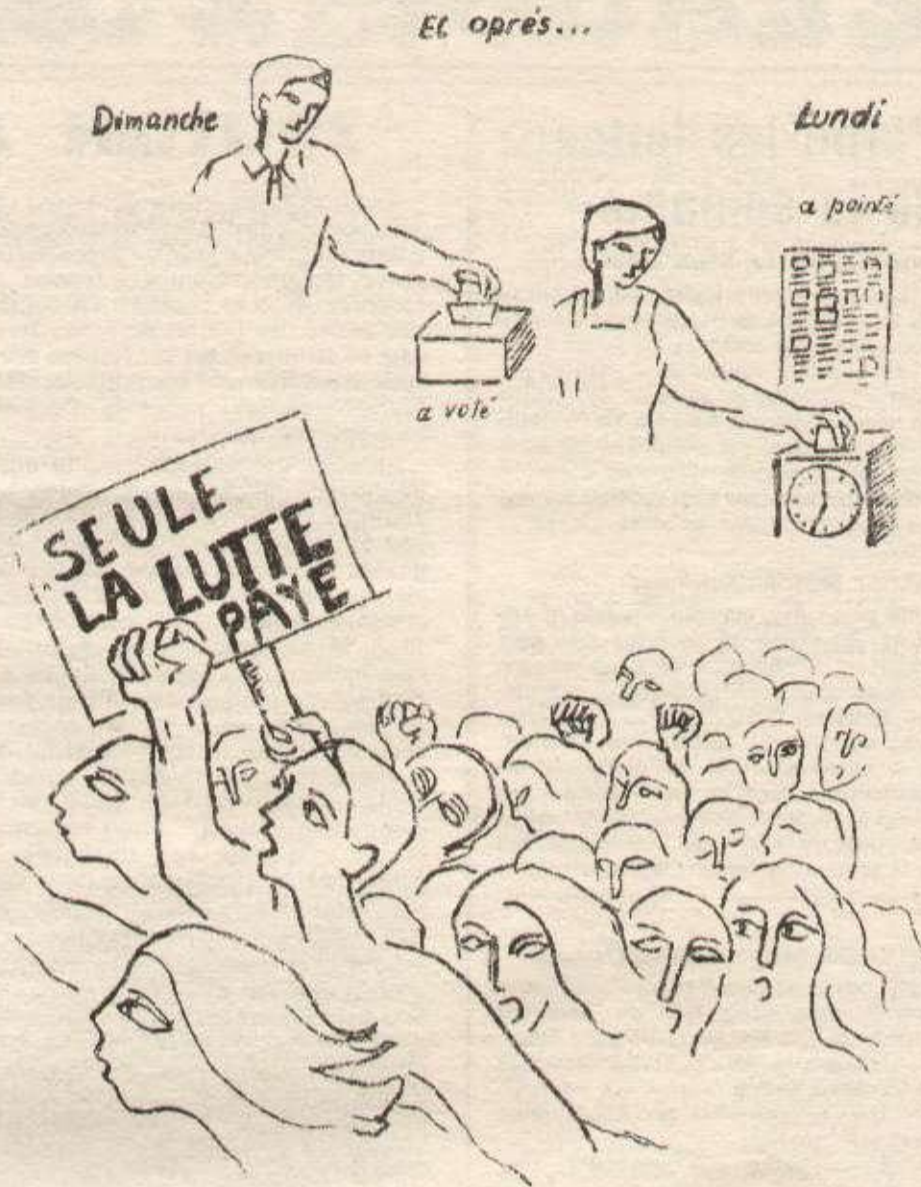
Et les choses ne changeraient pas avec un système de scrutin différent, moins grossièrement injuste. Elles ne seraient pas différentes avec un système de représentation proportionnelle comme tente de nous le faire croire Marchais... A supposer que la bourgeoisie l'accepte, et on ne voit d'ailleurs vraiment pas pourquoi elle le concéderait.

Car, quel que soit le système élec-

toral en vigueur, les élections, sous la dictature de la bourgeoisie, n'existent que pour diviser le peuple, non pour l'unir. Il suffit d'entendre les réflexions désabusées de tant de travailleurs qui voudraient pourtant profondément que cela change, et pour de bon. Et qui désappointés, s'en prennent à leurs frères de classe et non à leur ennemi commun: « C'est la faute à ceux qui ont voté U.D.R. ou réformateur! », « C'est la faute à ceux qui se sont abstenus! », « Ils n'ont rien compris! », « Ils n'en ont pas encore assez bavé!

Pourtant, ces camarades qui se regardent de travers à l'atelier ou sur le chantier au lendemain des élections, ne sont-ils pas tous unis comme un seul homme lorsqu'il s'agit de mener la lutte pour faire céder le patron? En 1968, n'était-il pas ensemble au coude à coude pour manifester leur colère et leur détermination à en finir?

C'est clair: l'unité du prolétariat se forge sur son vrai terrain de lutte, celle qui l'oppose — jeunes et vieux, Français et immigrés — classe contre classe à l'ennemi commun. C'est là aussi, et là seulement, qui peut se forger sa victoire.



Dessin paru à la une du journal Le canard du 13.



A PARAÎTRE LE 1^{er} AVRIL PROCHAIN :

PROLÉTARIAT

REVUE THEORIQUE et POLITIQUE MARXISTE-LÉNINISTE ET DE LA PENSÉE-MAOTSETOUNG paraissant tous les trois mois à raison d'une centaine de pages par numéro.

D'ores et déjà,
ABONNEZ-VOUS,

OFFREZ DES ABONNEMENTS A VOS AMIS,
A CEUX QUE VOUS DESIREZ INFORMER
ET CONVAINCRE!

Abonnement d'un an : 20 francs.
Abonnement de soutien : 50 francs.

A adresser à :

« PROLETARIAT », 17 rue du Sentier - 75002 PARIS
Compte chèque postal : 30 686 98 - La Source.

L'exemplaire (6 francs) en vente dans des librairies sélectionnées, ou par l'intermédiaire des militants communistes marxistes-léninistes et de la pensée-maotsetoung, ou sur demande par lettre avec règlement majoré (soit 7 francs) pour frais d'expédition.

N'ATTENDEZ PAS POUR VOUS PROCURER

PROLÉTARIAT

ECRIVEZ-LUI DE SUITE, ABONNEZ-VOUS POUR VOUS ASSURER DE DISPOSER DE TOUS SES NUMEROS SUCCESSIFS, ET AUSSI POUR LE SOUTENIR DES LE DEBUT DE SA PARUTION!

CLASSE CONTRE CLASSE

Parmi les luttes de la semaine

BATELIERS DE LA SEINE (Rouen)

Durant 48 heures, la Seine a été barrée par une centaine de péniches qui ont ainsi interrompu tout trafic.

Les bateliers revendiquent essentiellement : l'abolition du système des contrôles temporaires, le maintien de la torification en vigueur, la possibilité de bénéficier de l'indemnité viagère de départ, la création de pensions pour faciliter les études secondaires des enfants.

CULTUR MOTOR (Mirebeau)

350 personnes, ouvriers, paysans et étudiants ont manifesté dans les rues pour exiger la réintégration de 6 travailleurs, licenciés pour avoir voulu créer une section syndicale C.F.D.T. Le P.D.G. de cette usine où on rosse de coups les ouvriers, où 3 gardiens armés se promènent en permanence, est l'ennemi commun des ouvriers et petits paysans de la région qui affirment : « Face aux capitalistes de la terre et de l'industrie, notre combat est le même. »

CHANTIERS DE LA SORMAE (Rhône)

200 ouvriers immigrés sont en grève illimitée avec occupation du siège de l'entreprise. Ils revendiquent :

- Un salaire égal pour les membres de la même équipe ;
- Une augmentation de 0,50 F pour tous ;
- L'amélioration des conditions d'hébergement.

GREVE AUX ETABLISSEMENTS BEYER (Thionville)

Les employés de l'entreprise Beyer à Thionville sont en grève depuis lundi 19 février.

Dans cette petite entreprise de transport qui emploie 73 personnes, c'est la première grève depuis 50 ans. Mardi 20, les employés bloquent les camions pour empêcher la livraison. La comptabilité se met en grève. Jeudi 22, les grévistes occupent les locaux. Un commando de cadres accompagné d'un huissier brise les vitres de la porte d'entrée et pénètre dans l'usine pour expulser les grévistes.

Le service productif (chauffeurs, manutentionnaires) reste en grève à 100 %. Les grévistes tiennent jour et nuit un piquet devant la porte.

Samedi 24, les 25 grévistes rejettent les propositions du patron.

- Ils maintiennent leurs revendications :
- Pas de salaire au-dessous de 1 000 F.
 - Augmentation des frais de déplacement (6,35 F par jour actuellement).
 - Respect des délégués du personnel.

LA CIOTAT PEUT PAYER

Depuis plus de 50 jours, 750 soudeurs des chantiers navals de la Ciotat dans les Bouches-du-Rhône sont en grève pour leur salaire. Ces grévistes réclament une augmentation de la « prime à vue » de 1,50 F de l'heure. La direction à la suite de cette grève a décidé de mettre en chômage technique 1 922 travailleurs. D'une part elle a lock-outé 1 248 ouvriers des chantiers navals et 674 ouvriers des entreprises sous-traitantes.

En riposte à ce lock-out une manifestation est prévue pour lundi 12 mars.

Unité d'action contre les exploités ! Solidarité active avec les 750 soudeurs en grève !

SOUTIEN AUX AIGUILLEURS DU CIEL

A l'heure où nous écrivons cet article, les aiguilleurs du ciel en sont à leur vingtième jour de grève. Cette grève, malgré certaines pressions, se renforce dans le combat. La solidarité active des pilotes de lignes français et étrangers est un soutien réel; ceux-ci exigent une véritable sécurité aérienne surtout après la mort de soixante-huit personnes.

Le plan Clément-Marot a montré qu'on ne pouvait pas remplacer les aiguilleurs du ciel, qui possèdent une pratique et une expérience, pour guider les avions sur les routes du ciel, par l'armée de l'air. L'accident criminel survenu le 5 mars 1973 à 13 h 55 au-dessus de la région de Nantes incombe, sans nul doute, au capitalisme monopoliste d'Etat, qui, se souciant peu de la sécurité aérienne, porte la responsabilité de la mort des soixante-huit personnes se trouvant à bord du D.C.9 de la compagnie IBERIA, dont soixante et un passagers. Les soixante-huit personnes sont mortes alors que l'appareil s'est désagrégé à 9 000 mètres d'altitude.

Le ministre des Transports Galley a beau donner sa version, en mettant en cause le pilote du *Coronado*, pour protéger l'armée, il n'en reste pas moins vrai que ses mains et celles du gouvernement Messmer sont imprégnées du sang des soixante-huit morts de cet accident criminel. Les navigants français ne sont nullement d'accord avec la version du ministre des Transports. Le président du Syndicat national des pilotes de lignes (S.N.P.L.), Jean Harbion, au cours d'une conférence à Paris le jeudi 8 mars, a déclaré : « Les accusations portées par M. Galley sont fausses et calomnieuses à l'égard du commandant de bord du *Coronado*. Appuyées sur une information insuffisante, elles n'ont qu'un objectif, tenter de disculper le plan Clément-Marot. »

Etant en rapport de force favorable, les responsables du Syndicat national C.F.T.C. des contrôleurs du trafic aérien (S.N.C.T.A.) ont demandé au gouvernement de leur dire franchement « s'il choisit la voie de la négociation, ou la poursuite de l'épreuve avec tous les risques qu'elle comporte ». La C.F.T.C. affirme « ne pouvoir admettre que, dans ce conflit, le ministre des Transports ait ressorti le vieux principe périmé selon lequel on ne discute pas avec des grévistes, traités pour la circonstance de « hors-la-loi » alors que, dans bien d'autres occasions, le gouvernement a été infiniment plus compréhensif face à d'autres interlocuteurs ».

Le gouvernement Messmer qui est avide de social montre, une fois de plus, que sa pratique va à l'inverse de ses paroles, c'est un gouvernement de démagogues et rien d'autres. Ne suffit-il pas de rappeler que le ministre des Transports Galley a sanctionné plus de deux cents aiguilleurs du ciel pour fait de grève, qu'il refuse de discuter réellement des revendications et va jusqu'à traiter les grévistes de « hors-la-loi ». Tout cela témoigne de son incapacité de résoudre un problème posé.

Les revendications des aiguilleurs du ciel sont pourtant très claires : droit de grève, inscrit dans la Constitution de la V^e République bourgeoise, c'est-à-dire abrogation de la loi antigreve du 2 juillet 1964 ; et reclassement indiciaire.

Mais quelle est donc la position des autres syndicats ?

Soutiennent-ils la grève ?

Dans le contexte électoral, ils ont préféré se mettre, comme l'on dit, du côté du manche, pour ne pas troubler l'ordre du capital.

Les directions syndicales C.G.T., C.F.D.T., F.O. de la navigation aérienne ont réalisé pour une fois l'unité. Mais de quelle unité s'agit-il ?

Lisez les lignes ci-dessous et vous serez fixés.

« Le plan Clément-Marot est inutile ; les non-grévistes peuvent, dans un délai de quarante-huit heures, écarter un trafic au moins aussi important et dans des conditions de sécurité aussi satisfaisantes. »

« 80 % du personnel non gréviste, lock-outé, demande avec insistance, par l'intermédiaire des syndicats C.G.T., C.F.D.T., F.O., que lui soit rendu son travail. »

Les syndicats C.G.T., C.F.D.T., F.O. de la navigation aérienne « dénoncent les objectifs véritables du complot organisé par le pouvoir ».

Et aussi n'avons-nous pas entendu sur le petit écran un « leader » du syndicat C.G.T. accomplir sa tâche de valet du capital, le 6 mars 1973 au Journal télévisé de 19 h 45, en répondant à une interview ? « Combien y a-t-il de grévistes sur les seize cents aiguilleurs du ciel ? — A notre avis pas plus de deux cent cinquante à trois cents grévistes. Et si

le plan Clément-Marot est levé, nous pouvons assurer les vols dans un maximum de quarante-huit heures. »

Ainsi ces syndicats révisionnistes et réformistes sont devenus les défenseurs de la « liberté du travail » et non des revendications, ni du soutien aux travailleurs en lutte, ils préfèrent la liberté d'être esclaves.

Les dirigeants C.G.T. d'Air France estiment que « la situation n'a que trop duré ».

Les dirigeants du syndicat F.O., dans une lettre à la presse, insulte les grévistes et calomnie le syndicat C.F.T.C. en ces termes : « Qu'il n'y a pas eu de véritable grève, mais un lock-out des pouvoirs publics avec la complicité d'une association professionnelle déguisée en syndicat. »

Et l'apothéose revient sans nul doute à l'Humanité révisionniste du 7 mars 1973, sous la plume du contre-révolutionnaire Pierre CAMES dont nous publions, en photocopie, l'article in extenso intitulé : « Une imposture », afin que nos lecteurs puissent juger ceux qui se prétendent les défenseurs de la classe ouvrière, ces faux communistes.

Une imposture

RAREMENT imposture sur une « grève » aura été aussi grande.

Depuis quinze jours, le syndicat CFTC, qui s'était plutôt signalé par des vues identiques à celles de la direction, a lancé un mot d'ordre de grève. Celui-ci reçoit à la fois une grande publicité à la télévision et les félicitations de La Nation.

Sur 1.600 officiers-contrôleurs, 250 à peine — M. Galley a même ramené ce chiffre à 90 — observent les consignes de la CFTC. La grève est désavouée par les autres syndicats comme *inopportune, inefficace et aventuriste*.

Mais c'est la conspiration du silence sur les non-grévistes. Pour la radio, la télévision, la grande presse, il n'y avait — du moins jusqu'à hier soir — d'autres contrôleurs que ceux qui ont suivi les leaders de la CFTC.

Alors que le personnel civil a toujours été assez nombreux pour assurer un trafic appréciable — les centres de province ne sont pas en grève — le gouvernement fait appel aux techniciens de l'armée.

Les pilotes craignant pour la sécurité, la présence des militaires paralyse totalement ou partiellement le trafic aérien depuis dix jours. Et ce n'est pas fini.

Sur les aéroports, de nombreux ouvriers sont renvoyés sans salaire.

Le plan « Clément-Marot » se solde par un incroyable gâchis financier.

Afin de tester, pour des buts encore mal précisés, mais en tout cas défavorables au personnel, son opération de remplacement militaire, le pouvoir n'hésite pas à « fabriquer une grève » et à gaspiller des millions de francs par jour. Sans compter l'accident.

Pierre CAMES.

« L'HUMANITE »
DU 7 MARS 1973

Tous ces chiens s'avèrent bien être ce qu'ils sont : des valets du capital, qui ne veulent nullement troubler l'ordre de la dictature bourgeoise.

Quant aux marxistes-léninistes, ils participent efficacement aux luttes des travailleurs; ils soutiennent dans

l'action les justes luttes des travailleurs pour leurs revendications économique, sociale et politique. Leur soutien va donc aux aiguilleurs du ciel qui mènent un juste combat.

Soutenons et popularisons la grève des aiguilleurs du ciel !

AFFICHEZ
H. R.

COMMANDEZ

Que signifie classe contre classe ?

(0,50 F)

(Ajouter 20 % du prix de la commande pour frais de port)

DANS LES ENTREPRISES

COFRAMAILLE (Schirmeck)

LA LUTTE RÉSOLUE MÈNE AU SUCCÈS

Comme nous l'avons déjà précisé dans nos deux numéros précédents, les ouvrières de la Coframaille luttent pour l'abolition du salaire lié au rendement. Elles demandent la mensualisation.

Leur grève est exemplaire pour bien des raisons :

— D'abord parce que ce sont des femmes qui mènent la lutte.

Avec cette grève, elles sont à la pointe du combat contre l'une des formes les plus féroces d'exploitation dont sont victimes les travailleurs : les cadences infernales et les salaires liés au rendement. Elles font ainsi sauter un maillon de la chaîne à laquelle sont rivés les travailleurs. Car toute lutte et toute victoire entraînent d'autres luttes et d'autres victoires.

L'organisation des grévistes

Toute grève implique une organisation solide, et les ouvrières l'ont parfaitement assimilée. Dès le premier jour de la grève elles ont ressenti la nécessité d'avoir un local où elles pourraient se réunir. Ce local existait, c'était l'ancienne cantine de l'usine, maintenant désaffectée, en face de l'entreprise. Il était fermé, les ouvrières l'ont forcé. Il était délabré, les ouvrières l'ont remis en état. Il n'y avait plus de chauffage, elles ont installé un poêle avec l'aide de la population. Le bois, c'est également la population qui le leur a fourni. Elles occupent en permanence ce local en s'y relayant, aidées parfois par leurs maris et leurs enfants.

L'intervention à l'O.R.T.F.

Ce sens inné de l'organisation, on le retrouve également dans leur intervention à l'O.R.T.F. de Strasbourg. La télévision régionale refusait de leur donner la parole et ne diffusait que des informations de source patronale.

Elles décident donc d'aller se faire entendre à la station de Strasbourg. A soixante-dix, elles quittent Schirmeck en car, et après de nombreux détours (pour semer les gendarmes qui les suivent systématiquement dès qu'elles quittent la ville), elles arrivent à Strasbourg. Mais comment rentrer à l'O.R.T.F. ? Par la ruse. Elles y pénètrent par groupes de cinq.

Au concierge qui les questionnait :
— Vous êtes des étudiantes ?
— Oui.
— Vous êtes le groupe de touristes soviétiques ?
— Oui.
— Vous êtes des musiciennes ?
— Oui.

Et quand elles se retrouvèrent toutes dans le hall d'entrée, et que le concierge demanda encore : « Mais enfin qui êtes-vous ? », elles répondirent toutes en chœur : « Nous sommes les grévistes de la Coframaille. Nous demandons trois minutes d'antenne en direct à l'émission régionale. » Naturellement, le directeur les leur refusa. Discussions. On s'impatiente. Pendant ce temps quatre cars de flics prennent position devant l'édifice de l'O.R.T.F. Par leur détermination, elles réussissent finalement à imposer qu'une équipe de télévision se rende à Schirmeck pour les filmer, et elles eurent ainsi leurs trois minutes, suivies cependant d'une intervention du patron, qui, elle, fut accordée d'office.

Cette semaine, c'est le siège du groupe Agache-Willot qu'une délégation est allée occuper à Lille.

La grève :

une école de formation

La grève est aussi l'occasion pour les ouvrières de se former. Par la vie, la réflexion, la lutte collective, elles sont parvenues à mettre en lumière des aspects fondamentaux de l'exploitation dans la société capitaliste.

Citons par exemple ce « cours » sur la plus-value que l'une d'entre elles fit à ses camarades, et qui leur permit de mieux comprendre, schéma à l'appui, comment les capitalistes arrachent les fruits du travail des ouvriers et comment ils se servent de cet argent pour les exploiter encore davantage.

Elles ont su déjouer les tentatives de division de la direction qui mise sur les différences d'habileté des

chargées de contacter les travailleurs des autres usines du groupe Agache-Willot pour les tenir au courant de leur grève, en particulier ceux de l'usine sœur d'Arras où la direction a envoyé des machines de Schirmeck pour briser la grève.

L'ambiance qui règne parmi les grévistes est la détermination à lutter jusqu'au bout et l'enthousiasme (cf. ci-joints les chants qu'elles ont composés).

Les ennemis de la grève

C'est justement cela, le fait que la classe ouvrière se mobilise unie à la base pour la lutte, qui effraie la bourgeoisie et ses alliés dans la classe ouvrière.

Le ministre U.D.R. Bord ayant voulu tenir une réunion électorale à Schirmeck, et ayant été constam-



Les ouvrières occupent le siège du groupe Agache-Willot. (Photo A.P.L.)

ouvrières, ce qui entraîne des salaires pouvant différer de plusieurs centaines de francs pour un même travail. Mais elles ne sont pas dupes : au patron qui lui prodiguait des encouragements, une « championne » (c'est le nom que les ouvrières donnent à celles qui atteignent un haut rendement) répondit : « Mais comment se fait-il que ma voisine se crève plus que moi et gagne moins, moi j'ai plus de facilité et il n'est pas normal que je gagne plus. » Aujourd'hui, les « championnes », bien loin d'avoir été récupérées par le patron, luttent au coude à coude avec leurs camarades dans la grève.

Pour les patrons, ce qui importe, c'est de réaliser un profit maximum. Peu importe la qualité de la marchandise. Une jeune ouvrière raconte : « Les articles doivent être pliés dans des sachets en plastique ; à plusieurs moments, les ouvrières faisaient remarquer que le tissu était détérioré (trous, griffes, etc.). Alors, le surveillant leur répondait : « Ça ne fait rien, emballe-le, ça ne se verra pas » et quand les clients insatisfaits renvoyaient la marchandise, c'étaient les ouvrières qui se faisaient engueuler. Dans ces conditions, reprit la jeune travailleuse, comment voulez-vous qu'on s'intéresse à notre travail ? »

L'atmosphère de la grève : solidarité, enthousiasme

Dans le local qu'elles occupent, les grévistes ont affiché sur un panneau tous les tracts et lettres de soutien qu'elles reçoivent. Elles se sont

ment couvert par les sifflets de la salle, l'U.D.R. a inondé la ville de son torchon fasciste *Le carrefour de l'Est*. Les menaces qu'on y lit sont claires :

En gros titre : « Halte aux voyoux. » Et plus loin : « Le 12 mars, il faudra regarder les réalités en face. La majorité actuelle aura remporté la victoire. Et l'arrondissement de Molsheim et la vallée auront besoin de la solidarité départementale et de l'aide du Conseil général à majorité U.D.R... »

« Ne vous laissez pas séduire par les promesses fallacieuses et les paroles lénifiantes ! Ne suivez pas ces apprentis sorciers, d'ailleurs déjà dépassés par les troupes qu'ils ont eux-mêmes excités, par les éléments incontrôlables qu'ils ont eux-mêmes suscités, ces hommes qui, demain, ne pourront rien pour vous. »

C'est net. Cela signifie : « Quoi que vous fassiez, demain nous aurons la majorité. Et alors attention à vous. »

L'U.D.R. n'est pas seule. Elle a aussi ses alliés dans la classe ouvrière. F.O. déclare :

« Le conflit de la Coframaille est un parfait modèle de ce que peut faire un syndicat lorsqu'il veut à tout prix semer la « pagaille ». »

« A F.O. nous sommes des gens sérieux et sensés, nous sommes conscients de ce qui est possible, et de ce qui est idiot. »

« Notre vallée est trop petite, de plus, par l'inconscience de quelques-uns, elle a trop mauvaise réputation. Notre devise doit être : « Conserver » ce que nous avons en l'améliorant. »

CHANT DES OUVRIÈRES :

LA CARMAGNOLE DES WILLOT
(sur l'air de la Carmagnole)

1. Les frères Willot (1) s'étaient
[promis (bis)]
De bien augmenter leur profit (bis)
Mais leur coup a manqué
Et on a refusé

REFRAIN

Filles de la Coframaille
Restons unies, restons unies (bis)

2. Les Ouroumoff (2) s'étaient
[pointés (bis)]
Avec leurs chronos bien réglés
[(bis)]

Mais leur coup a manqué
Et on a refusé

3. L'O.R.T.F. s'était promis (bis)
De ne rien dire de notre conflit
[(bis)]

Mais son coup a manqué
Et on a occupé.

(1) Patrons du trust Agache-Willot.
(2) Nom du cabinet auquel la direction a fait appel pour introduire le travail au rendement.

Quant à la C.G.T., dans l'organe de l'U.D. du Bas-Rhin/Haut-Rhin, elle ne trouve rien de mieux à dire que : « Le Programme commun soutenu par la C.G.T. prévoit une modification du travail à la chaîne et au rendement. Il ne prévoit pas la suppression totale dans l'immédiat vu qu'il faut transformer toute la production en arrivant à une semi-automation ou à une automation totale. »

Comment ne pas rapprocher ces paroles de celles de F.O. déclarant :

« Nous sommes des gens sérieux et sensés nous sommes conscients de ce qui est possible et de ce qui est idiot » ?

La C.G.T. se moque des ouvriers car l'introduction de l'automation (sous le système capitaliste qui n'est pas remis en cause, selon les auteurs mêmes du « Programme commun ») introduira une autre forme de travail au rendement qui obligera les travailleurs à se plier au rythme de la machine.

Poursuivons notre soutien aux grévistes !

Leurs ennemis sont les nôtres !
Leur lutte est la nôtre !
Leur victoire sera la nôtre !

VICTOIRE A COFRAMAILLE

Elles ont gagné ! D'ici à un an, les salaires au rendement seront progressivement supprimés à l'usine Coframaille de Schirmeck, le rythme de travail redevenant identique à celui qui existait avant l'intervention des chronomètres d'un cabinet d'organisation, pour un salaire fixe.

Les cinquante ouvrières qui occupaient jour et nuit le siège de la société Agache-Willot de Lille ont donc rejoint le Bas-Rhin après avoir fait plier, par la seule force de leur unité et de leur détermination, le patronat textile.

Leur exemple n'a pas tardé à faire tache d'huile puisque le jour même de leur victoire, leurs camarades, ouvrières chez Boussac à Thion-les-Vosges, arrêtaient spontanément le travail à la suite de la crise de nerfs de l'une d'entre elles.

Toutes ensemble, elles revendiquent :

— 1 F d'augmentation pour toutes ;
— Maintien du salaire réel en cas de déplacement ;
— Diminution des cadences ;
— Pas de licenciement.

La victoire est au bout du chemin tracé par les ouvrières de Coframaille.

Interview d'un représentant de l'Union des Étudiants Lao (10 mars 1973)

“ DONNER A NOTRE LUTTE SA VERITABLE DIMENSION ”

Notre journal est heureux de saluer la brillante victoire de votre peuple sanctionnée par les accords sur le rétablissement de la paix et la réalisation de la concorde au Laos, signé le 22 février 1973. Pouvez-vous expliquer à nos lecteurs les modalités essentielles et la portée de cet accord ?

Cet accord a une très grande portée. C'est un événement considérable car il a mis fin à une guerre atroce menée depuis plus de dix ans par les Etats-Unis en violation des Accords de Genève de 1954 et 1962. L'accord a réaffirmé la volonté de notre peuple de préserver nos droits fondamentaux : indépendance, souveraineté, unité et intégrité territoriales. C'est important. C'est pour nos droits fondamentaux que nous combattons, pour que les Etats-Unis nous laissent réaliser ces droits. Nous avons gagné cela.

Autre point : cet accord donne la possibilité à tous les Laos, de toutes

Une autre portée de l'accord : le prestige du Front patriotique lao s'est accru. Pendant les négociations à Vientiane, le Front patriotique lao a montré qu'il veut en finir avec la guerre, tout en indiquant la voie à suivre. Cette voie n'a pas changé ; elle est la même depuis le début de la lutte. Aussi l'accord a-t-il permis de faire mieux comprendre encore aux Laos la politique du Front, allié avec les forces neutralistes, qui est le symbole de l'union nationale basée sur une ligne juste d'égalité ; et il a proposé aux forces restantes une solution commune. La population trouve cette proposition réaliste. Le

guerre spéciale intensifiée, très fine mais très atroce, où les actions diplomatiques et économiques jouent à plein.

Nous avons contribué à affaiblir la politique U.S. sur le plan politique et économique, car nous reconstruirons notre pays selon notre propre désir.

L'accord sur le Vietnam a constitué un événement très important et il a joué dans l'aboutissement de celui du Laos ; mais ce n'était pas suffisant. Nous avons obtenu l'accord sur le Laos car nous avons gagné sur le terrain. La solidarité se manifeste et gagne.

Maintenant, tous les yeux sont tournés vers le Cambodge. Là, nous sommes clairs. Le Front patriotique lao soutient et reste solidaire avec la lutte du peuple khmer et les déclarations du prince Sihanouk et de Khieu Shampân. Notre lutte a contribué à affaiblir la position américaine en Indochine ; les Etats-Unis ont été obligés de quitter le Vietnam et de cesser l'agression au Laos. Maintenant, ils ont face à eux le Cambodge. Nous comprenons bien que sans la solidarité, nous tombons dans le piège américain, car les Américains ont signé leur accord, non par plaisir mais dans l'espoir de les interpréter en leur faveur. C'est pourquoi la solidarité avec le Cambodge continue et va se manifester sous des formes différentes peut-être.

Par exemple : nous ne permettrons pas que les Etats-Unis utilisent des bases au Vietnam, au Laos ou en Thaïlande pour porter atteinte au Cambodge. Le Laos, quand il aura un gouvernement d'union nationale, reconnaîtra le GRUNC ; nous aurons des relations plus étroites sur le plan gouvernemental, politique et économique. Nous pratiquerons une politique juste, l'isolement de la clique Lon-Nol au Cambodge.

Le Cambodge a toujours proposé qu'on reconnaisse ses droits fondamentaux : indépendance, souveraineté, unité et intégrité territoriales, mais Thieu, Souphanna Phouma et la Thaïlande ne les reconnaissent pas. Nous, sur le plan officiel, par le gouvernement d'union nationale, nous reconnaitrons l'intégrité territoriale du Cambodge.



Le prince Souphanouvong a déclaré le 2 octobre 1971 : « Le Laos est un petit pays mais il occupe une position stratégique de première importance. » Pouvez-vous commenter cette phrase du président du Comité central du Front patriotique lao ?

Ceci ressort de la position de notre pays, 231 000 km², 3 millions d'habitants, essentiellement agricole, 95 % de la population. Il n'y a pratiquement pas d'industries au Laos. Dans la zone de Vientiane, elle est inexistante ; quelques succursales pour la mise en bouteilles de Coca-Cola ou la fabrication de cigarettes — avec du tabac... de Virginie (U.S.A.) ! L'artisanat disparaît ; on importe de Thaïlande, du Japon, de Hong-Kong ou des Etats-Unis ! Dans la zone libérée, nous avons jeté les bases de l'industrialisation. C'est très modeste mais nous avons des plans sérieux des mines, pour la construction des barrages et l'irrigation. La zone libérée n'aura pas besoin d'importer du ciment par exemple.

Notre pays a une économie encore très faible ; cependant, sa position

est stratégique sur le plan géographique, politique et économique.

Sur le plan géographique, les Américains disent : « Le Vietnam est un balcon sur la mer, et le Laos une épée enfoncée dans le cœur de l'Asie ». Des pays riverains, ils veulent pénétrer dans le continent par le Laos qui a des frontières avec cinq pays. Cette situation a un caractère très dynamique qui résulte du fruit de la lutte de chaque peuple. La République populaire de Chine est un grand pays socialiste, avec tout son avenir et tout son poids. La R.D.V.N. est en contradiction avec la politique américaine ; le Cambodge, qui a lutté avec nous, est une zone de confrontation. La Thaïlande est une tête de pont américain ; auparavant, elle était au deuxième rang comme avant-poste, car les Etats-

Unis espéraient pouvoir manipuler à leur avantage le statut de neutralité du Laos. Depuis nos luttes victorieuses, la Thaïlande est aux avant-postes ; or nous avons une longue frontière avec la Thaïlande. Et une frontière très perméable : le Mékong. Sur 4 200 km de Mékong, 1 500 km sont sur notre sol. Nous avons aussi une frontière avec la Birmanie. Aussi les Etats-Unis et les journalistes ont-ils appelé le Laos une « zone tampon ».

Sur le plan politique, la stratégie américaine a été de tenter de manipuler le statut de neutralité du Laos. Les Américains ne pouvaient s'implanter en R.D.V. ; au Cambodge, le prince Sihanouk a mené une politique de neutralité, étant toujours un ami de la Chine. Aussi ont-ils voulu utiliser le Laos.

Depuis 1962, le pays réclame la neutralité. Cela veut dire que sur le plan extérieur, il ne veut appartenir à aucun bloc militaire ni autoriser des pays étrangers à installer des bases ou des troupes sur son sol.

Sur le plan intérieur, c'est au peuple de décider la forme de gestion qu'il veut adopter pour faire passer le pays, d'agricole, en pays industriel, pour rattraper le retard. De cela, les Etats-Unis ont peur car cette neutralité n'est pas morte mais pleine de vie, de vigilance et d'action. Nous l'avons gagnée par la lutte ouverte, sur un programme politique précis, avec une ligne d'union nationale. Cette neutralité est très engagée dans la voie du progrès. Si demain notre peuple veut une société basée sur la collectivisation des moyens de production, nous le ferons.

Les Etats-Unis ont peur de cette

indépendance économique, de ne pouvoir revenir en arrière ; ils ont peur que notre peuple serve d'exemple. Cette neutralité a un caractère original par rapport à celle des Etats-Unis qui essaient de se raccrocher à la définition de l'O.N.U. ou à l'exemple de la « neutralité » suisse ! Elle a un caractère progressiste, dynamique qui garantit l'amitié avec les pays voisins que le colonialisme et les Etats-Unis ont voulu diviser. Des séquelles de cette tentative subsistent encore dans la population de la zone de Vientiane. Or, selon l'histoire, nous sommes tous frères et sœurs d'une même famille. Avec la neutralité, nous resterons très unis ; il n'y a aucune faille pour les Etats-Unis. L'expérience du Laos doit réussir. C'est d'une grande importance.

Sur le plan économique, cela sera très dur. Les Etats-Unis utilisent des moyens très importants et très subtils, notamment les moyens économiques. Nous sommes un pays sous-développé et les Etats-Unis vont essayer de créer des divisions en distribuant des flots d'argent. Depuis 1954, ils le font, mais le F.P.L. n'a jamais accepté cet argent-là.

Les Etats-Unis ont déjà des moyens en place ; ils vont essayer de rattacher les finances du Laos à la Banque mondiale en créant des organismes tel que « le Développement du Mékong » (projets de barrages) ou bien un organisme de garantie de la monnaie formé de six pays (U.S.A., Japon, France, Nouvelle-Zélande, Danemark, Grande-Bretagne). Tout cela existe déjà et les Etats-Unis ne sont pas prêts de l'abandonner ; ils vont donner beaucoup de possibilités à la zone de Vientiane pour tenter de



Le prince Souphanouvong, président du Front patriotique lao.

démontrer qu'elle progresse... Ils misent sur le Laos pour servir leurs visées impérialistes au Cambodge et en Birmanie ; ce serait un flot où toutes les capacités américaines pourraient agir. Le Japon va jouer un grand rôle là-dedans. Ce sera une phase très dure ; nous nous y préparons. Phase d'autant plus dure que la Thaïlande va continuer à servir de base à l'action américaine.

Cela, nous le qualifions de flux et de reflux. Il y a reflux aujourd'hui car les Américains ont perdu la guerre. Ils en reviennent à utiliser « l'aide » pour préparer une nouvelle intervention armée. Il nous faut arriver à réaliser ce que nous voulons, sinon ce sera à nouveau comme après 1954 et 1962.



Dans les grottes, usine protégée des bombes américaines.



Troupes tautoches thaïlandaises en déroute.

les classes et de tous les partis, de régler leurs propres affaires. Les moyens du règlement sont : un Conseil consultatif politique national pour accélérer l'application des Accords et autres facilités, la neutralisation de Vientiane et de Luang Prabang. En 1962, nous avons lutté pour la neutralisation de l'une ou l'autre ville. Cette fois-ci, nous avons obtenu la neutralisation des deux à la fois et notre zone libérée est bien plus vaste.

Front patriotique lao n'apparaît pas, à ses yeux, tel que la droite de Vientiane voulait le présenter, avec un visage guerrier. Et la droite apparaît de plus en plus comme regroupant les gens qui veulent continuer la guerre. Aussi l'accord a-t-il une grande portée sur le plan intérieur.

Au niveau de l'Indochine : L'Indochine est un seul théâtre d'opération pour les Etats-Unis, avec trois fronts ayant chacun leurs particularités. Au Vietnam, guerre locale ; au Laos,

Quelques heures après la signature du cessez-le-feu, les « B52 » ont de nouveau bombardé les zones libérées. Comment appréciez-vous cet acte ?

L'accord a été accepté à contre-cœur par Souphanna Phouma et les Etats-Unis car c'est la solution du Front patriotique lao qui passe ; mais les Etats-Unis étaient tenus par le temps. Ils ont encore des possibilités : des ressources, des bombes que les firmes américaines ne sont pas prêtes à renoncer de fabriquer. Mais cela ne servira à rien car les jours qui passent comptent pour nous. Aux derniers moments, nous avons libéré toutes les campagnes et même les faubourgs des villes. La grande perdante, c'est la droite traditionnelle, car il y a un changement dans la structure de la droite. La droite traditionnelle c'est une ou deux familles, créées de toutes pièces par les Etats-Unis : bourgeois compradores, généraux, grands administrateurs, com-

merçants qui accaparent le pouvoir avec l'appui américain. Cette couche, contraire aux aspirations populaires, est de plus en plus isolée ; son homme fort, c'est le président de l'Assemblée fantoche ; elle possède armée, police, formations politiques, mais n'a pas de vie, de combativité.

Dans ce contexte, les U.S.A. ont essayé d'utiliser Souphanna Phouma qui, bien que dévoué à la politique américaine, n'a ni forces armées ni richesses. C'est toujours le second ! Le fantoche des fantoches en quelque sorte ! Les Etats-Unis poussent Souphanna Phouma et cela déplaît à la droite. D'ailleurs, les Accords ne sont pas favorables ni à la droite traditionnelle, ni à Souphanna Phouma. Et la droite a toujours créé des difficultés.

Pendant la discussion des Accords, la droite a menacé Souphanna Phouma de tenir un conseil pour le blâmer et pour lui demander une déclaration qui condamne le F.P.L. et fasse appel aux bombardiers américains. Puis les bombardements ont été particulièrement provocateurs : d'abord, il y a eu la menace par déclaration publique, puis l'attaque brutale : les B 52 ont fait de nombreuses victimes dans la population civile.

La population a vigoureusement condamné ces bombardements. La République populaire de Chine, la R.D.V. et le G.R.U.N.C. les ont également condamnés. Et cela a fait réfléchir la droite. Depuis il n'y a pas eu d'incidents graves mais des menaces de provocations terrestres.



Dans les zones libérées.

Quel rôle votre pays peut-il jouer dans l'Indochine de demain ?

Nous allons réaliser cette neutralité, et ainsi, avec cet accord, nous jouons un rôle d'apaisement dans le Sud-Est asiatique. Par notre refus des Américains, nous écartons un grave danger et par notre fermeté économique, nous jouons un rôle d'avant-garde pour les pays qui réclament la neutralité.

Avec cette politique réaliste, nous ouvrons une ère de coopération avec la Chine, la R.D.V. et des pays à régimes différents. Notre solidarité actuelle, nous la conserverons dans la reconstruction. Nous sommes un petit pays qui veut la paix et qui a rejeté l'image que les Etats-Unis

veulent donner de la Chine et de la R.D.V., celle de la peur ! Nous allons rester grands amis avec les pays socialistes ; notre coopération sera très étroite.

De plus, nous briserons complètement la stratégie américaine de contrôle du Mékong. Les Etats-Unis rêvaient de contrôler trois fleuves : le Fleuve Rouge, en R.D.V. ; c'est perdu ! Le Ménam, en Thaïlande, leur est acquis, pour l'instant. Le Mékong leur est fort contesté ; et les tenir en échec sur le Mékong est une chose importante qui se répercutera sur le Ménam également.

Comment le peuple de France et les amis du peuple lao peuvent-ils vous aider dans votre combat ?

Ce que nous attendons beaucoup, c'est que vous expliquiez que la guerre du Laos est une guerre menée par les Américains indépendamment de la situation au Vietnam. Elle n'est pas le reflet du Vietnam. Les Américains ont entretenu cette idée. « Le Laos, c'est une affaire entre le Vietnam et les Etats-Unis ; si on règle les choses au Vietnam, on les règle au Laos... »

Tout ceci est très dangereux, pour plusieurs raisons. Il faut donner sa vraie dimension à notre lutte. Nos amis vietnamiens mènent une guerre à part, bien que liée à la nôtre. Cacher le caractère intrinsèque de notre lutte, cela cause du tort à nos amis vietnamiens. De plus, le Laos a lutté pendant vingt-sept années contre le colonialisme français puis l'impérialisme américain, qui n'ont usé que d'un seul prétexte : la res-

ponsabilité du Vietnam. Or, il n'y a pas de troupes vietnamiennes au Laos. Toutes les batailles ont été engagées par les Forces patriotiques lao ; mais on ne le dit pas pour donner meilleure figure à ceux de Vientiane !

Pendant la période transitoire, chaque partie restera sur son terrain. Nous resterons dans la zone libérée face à l'agression économique. Nous allons construire le pays et montrer que ce que nous réalisons est valable. Il faudra faire valoir l'existence de la zone libérée sur le plan juridique. C'est à partir de cette base que nous allons réaliser l'unification nationale et établir l'activité économique nationale. Il faudra que nous soyons forts car les Etats-Unis vont employer leur argent pour tenter de tromper l'opinion, alors que nous, nous compterons sur nos propres

forces. Ce ne sera pas très spectaculaire alors que les Etats-Unis feront des choses spectaculaires ; il faudra dénoncer cela.

Nous demandons à nos amis de suivre la situation de très près. Dans quelques jours sera formé le gouvernement d'Union nationale qui discutera des modalités de la réunification nationale. Il la faudra la plus rapide possible pour contrecarrer l'entrée massive des capitaux américains. Nos amis auront à mener une campagne sur le plan économique et politique. Nous avons mené la lutte de libération nationale mais n'est pas terminée la lutte pour construire une économie indépendante et un régime démocratique. Ce sera peut-être encore long ; et nos amis pourront nous apporter aide et soutien politique et matériel dans ce combat.

en bref... en bref... en bref... en bref...

Paris :

Déclaration des occupants de la Ligue arabe

Nous, ouvriers et étudiants de différents pays arabes, avons occupé le siège de la Ligue arabe à Paris. Cette occupation pacifique vise :

— En premier lieu, à condamner l'arrestation et le décret d'exécution d'Abou Daoud, membre du Conseil révolutionnaire du FATH et commandant de la milice populaire en Jordanie en septembre 1970, et de ses camarades qui s'approprièrent à entrer dans les territoires occupés pour y participer à l'organisation de la lutte armée.

— En deuxième lieu, à mettre tous les gouvernements arabes devant leurs responsabilités et exiger leur intervention immédiate pour la libération d'Abou Daoud et de ses camarades, récemment arrêtés, et des trois mille autres résistants palestiniens et patriotes jordaniens détenus dans les prisons de Jordanie.

— Enfin, à dénoncer toutes les tentatives directes ou camouflées, visant à la liquidation de la lutte armée du peuple palestinien, fer de lance de la lutte des peuples arabes contre l'impérialisme, le sionisme et la réaction.

Durant la matinée, nous avons exigé des ambassadeurs arabes réunis au siège de la Ligue arabe, d'intervenir immédiatement auprès de leurs gouvernements pour obtenir la libération d'Abou Daoud et de ses camarades.



Nous attendons toujours des mesures concrètes de leur part.

Cela dit, nous considérons que le dernier décret d'exécution des militants de la Résistance palestinienne rentre dans le cadre de la récente initiative impérialiste des Etats-Unis, révélée par les dernières rencontres de Nixon avec Golda Meir et Hussein, et accompagnée sur le plan arabe d'une politique de capitulation de la part de certains régimes arabes pour entraver la marche de la lutte armée du peuple palestinien.

Nous, ouvriers et étudiants arabes, réunis ici, saluons les militants menacés d'exécution et tenons les gouvernements arabes pour responsables du crime odieux que le roi Hussein veut commettre, et exigeons leur intervention immédiate pour sauver la vie d'Abou Daoud et de ses camarades.

Nous appelons tous les démocrates et les anti-impérialistes à se mobiliser pour défendre la vie des résistants palestiniens et des patriotes jordaniens détenus dans les geôles du régime jordanien.

Amérique :

Le peuple indien en lutte

Depuis plusieurs jours, des militants indiens occupent le village de Wounded-Truee au Dakota du Sud. Il ne s'agit pas là de folklore, de western, comme la propagande bourgeoise tendrait à nous le faire croire. Il s'agit de la lutte d'un peuple opprimé, pour ses droits fondamentaux. Environ 500 000 Indiens vivent parqués dans des réserves, dans la misère. Le chômage touche plus de 40 % d'entre eux. L'espérance de vie n'atteint pas 50 ans. Un peuple méprisé, opprimé, mais un peuple héroïque. L'occupation armée de Wounded-Truee est une des nombreuses luttes qu'il n'a jamais cessé de mener.

Nouveaux procès en Tunisie

Le 5 mars a eu lieu à Tunis le procès de quatre révolutionnaires tunisiens et d'un étudiant belge. Aicha ben Abed, professeur, a été condamné à trois ans de prison ainsi que Noureddine ben Khader qui avait déjà été condamné en 1968.

Gilbert Naccache, Salem ben Yahia et Francis Lavaux ont été condamnés à un an de prison. Francis Lavaux était accusé d'avoir fait pénétrer en Tunisie des brochures hostiles à Bourguiba.

Mais la répression n'empêche pas la lutte des ouvriers, paysans, lycéens, étudiants de se développer.

Guadeloupe :

Soutien aux grévistes de la canne

Camarades et amis,

Le colonialisme français, les réactionnaires maintiennent un épais voile de silence sur cette grande lutte des travailleurs guadeloupéens. Nous savons briser ce silence et soutenir politiquement et matériellement les travailleurs en lutte. La récolte s'annonçait particulièrement prometteuse pour les colonialistes français et la perte subie au cours de ces derniers mois est déjà très élevée. Le contexte des élections législatives françaises des 4 et 11 mars, et l'ampleur du mouvement de solidarité qui se développe sur le sol national ont jusqu'à présent fait hésiter le colonialisme français. Mais il se prépare à briser par tous les moyens (y compris par la répression sanglante) la lutte des travailleurs.

Nous adressons à tous les camarades et amis un appel pressant ; nous les appelons à soutenir par tous les moyens dont ils disposent cette grande lutte :

— En envoyant des télégrammes de protestation :

— Au ministère des Départements et Territoires d'outre mer à Paris (France), rue Oudinot ;

— Au préfet de la Guadeloupe : Préfecture de la Guadeloupe ;

— Au Syndicat patronal du sucre à Pointe-Jarry (Guadeloupe).

— En adressant des télégrammes de soutien et messages de solidarité à l'U.T.A. et l'U.P.G. à l'adresse suivante :

— M. Thernisien NOMERTIN, à Moustique - Sainte-Rose (Guadeloupe).

— En organisant par voie de tracts, affiches, journaux, etc., une

VIVE LA JUSTE LUTTE des PEUPLES des COLONIES POUR LEUR INDEPENDANCE!



contre l'impérialisme français

CILA (Centre d'information sur la lutte Anti-impérialiste)

Affiche réalisée par le C.I.L.A. 15 centimes l'exemplaire (+ frais d'envoi), par notre intermédiaire.

campagne d'information et de soutien à la lutte des travailleurs guadeloupéens et de dénonciation de l'impérialisme français en Guadeloupe.

— En soutenant matériellement les travailleurs en lutte. Déjà en 1971, l'action politique et la solidarité matérielle de nombreux camarades et amis avaient permis de briser le silence organisé par le colonialisme français et empêché la répression sanglante de la grève...

La classe ouvrière et la paysannerie pauvre guadeloupéennes sont déterminées à lutter jusqu'au bout pour la satisfaction de leurs légitimes revendications. Leur force est immense, leur cause est invincible : puisqu'elle est juste.

(Extrait d'un Appel du Comité exécutif de l'Association générale des étudiants guadeloupéens.)

Les lycéens contre la loi Debré



« A bas l'armée bourgeoise, briseuse de jeunes, briseuse de grève ! » A Caen, Lyon, Morlaix, Bordeaux, Paris, c'est sur ce mot d'ordre que les lycéens se mobilisent pour lutter contre la loi Debré, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1973. Celle-ci supprime désormais les sursis après le baccalauréat. Elle oblige tous les jeunes à accomplir leur service militaire entre 18 et 20 ans, les forçant ainsi à interrompre leurs études.

Pourquoi ? C'est un général qui l'explique : « C'est entre 18 et 20 ans que les jeunes sont le plus maniables ! ». La prise de conscience politique qui se développe dans la jeunesse de notre pays inquiète la bourgeoisie qui cherche ainsi à mieux l'encadrer, à mieux la contrôler.

A Morlaix, à Clermont-Ferrand, des manifestations regroupant plus de 2 500 lycéens et étudiants ont parcouru les rues de la ville, brandissant des banderoles et affirmant bien haut leur hostilité à l'armée bourgeoise. A plusieurs reprises, au cours de « sit-in » improvisés, l'effigie de Debré a été brûlée.

Tous réclament l'abrogation de la loi du 9 juillet 1970 et le retour à l'ancien système des sursis. Ils exigent également, dans un deuxième temps, la généralisation des sursis, assurant, sur ce point, l'égalité de tous les jeunes devant le service militaire ; un des buts de la réforme en cours est en effet d'orienter de plus en plus de jeunes vers des études courtes, correspondant aux exigences du patronat.

Corse :

Après la manifestation anti-boues rouges

Après les manifestations contre les « boues rouges », la police est descendue dans les locaux du Provençal et de Nice-matin où elle s'est emparée des négatifs des photographies de manifestants. C'était la première fois qu'une telle action avait lieu. Il s'agit non seulement d'une atteinte à la liberté d'information, mais aussi

d'une tentative visant à faire des journalistes, et en particulier des photographes, des indicateurs de police contre leur volonté.

Dans une déclaration, l'Agence nationale des journalistes reporters photographes et cinéastes indique : « Le droit à l'information et le droit de manifestation sont violés par la police et la justice ensemble... Nous estimons qu'il faut agir et résister sans délai, avant que ces violations inouïes ne deviennent des habitudes ».

Chaque jour, le capital tue

A l'usine O'Cédar de Saint-Florent-sur-Cher, dans le département du Cher, deux ouvrières ont été tuées et cinq blessées, le 6 mars, par l'explosion d'une chaudière. Il s'agit des ouvrières Monique Deniau, dix-huit ans, de Saint-Florent-sur-Cher, et de Jacqueline Guinebert, de Bourges, qui ont été tuées sur le coup. Les cinq ouvrières blessées ont été hospitalisées.

Cette usine toute neuve est entrée en service en janvier dernier. Dès que l'explosion eut lieu, l'atelier prit feu et s'écroula sur les ouvrières. Une fois de plus, se trouve posé le problème de la sécurité.

Travailleurs, de plus en plus, il est nécessaire que vous preniez en main nos problèmes de sécurité car le capitalisme exploiteur n'en a que faire, comme en témoigne cet accident mortel. Les vies humaines, pour le capital, ça ne compte pas.

Là où il n'y a pas sécurité, refusez tout travail mettant en danger la vie de nos camarades. Imposons au capitalisme exploiteur notre sécurité prolétarienne.

Un examen sous la protection de la police

Chers camarades,

J'ai appris que mercredi 28 février, la police est intervenue durant un examen pour le C.A.P. des instituteurs, au centre des examens, rue du Pont-de-Lodi à Paris. Voici les faits :

L'examen devait comporter 3 options, comme les années précédentes. Or l'option mathématique a été supprimée, les candidats n'avaient plus le choix qu'entre les 2 options restantes. Ce fait éliminait d'avance un bon nombre de candidats.

Il faut dire que les instituteurs qui n'ont pas le C.A.P. n'ont aucune sécurité d'emploi et sont déplacés d'une école à l'autre selon le bon vouloir de l'administration ; ils font des déplacements un jour dans une école, le lendemain dans une autre. Le gouvernement préfère limiter le nombre de C.A.P. quitte à ce que les classes soient surchargées.

Déjà, le matin, les sujets maternelle et école primaire ont été confondus alors que les années précédentes ils étaient séparés.

Aussi les candidats ont refusé de composer dans ces conditions, exigeant que l'option mathématique soit rétablie.

Au lieu de satisfaire cette demande légitime, l'administration a appelé la police qui a expulsé un grand nombre de candidats.

Ces faits sont un exemple de la fascisation du régime.

Il faut noter que les organes d'informations de la bourgeoisie n'ont pratiquement pas parlé de ces faits. (« Le Monde » du 2 mars a publié un entrefilet de 10 lignes en bas de page, donnant en fait le point de vue de l'administration).

Pour ces messieurs, il importait avant tout de ne pas troubler l'ordonnance du piège électoraliste.

Correspondant H.R.

Contre la circulaire Fontanet LA LUTTE CONTINUE

Une nouvelle fois la lutte a payé. A Toulouse, à Paris (Porte de Choisy), les immigrés grévistes de la faim ont imposé leurs revendications. Effarée de l'ampleur et de la détermination des luttes, l'administration a préféré reculer, régularisant un certain nombre de situations révoltantes.

Mais la circulaire scélérate demeure en vigueur, menaçant toujours d'expulsion des dizaines de milliers de nos frères immigrés, condamnés à la sur-exploitation et à la clandestinité. Grossièrement illégale — au regard même des règles de la bourgeoisie —, elle a fait l'objet d'un recours au Conseil d'Etat, déposé par trois travailleurs immigrés. Mais, l'exemple de Toulouse publié ci-dessous le confirme, seul un vaste mouvement de masse de la classe ouvrière tout entière, unie au coude à coude, imposera la revendication qu'il faut arracher :

ABROGATION DE LA CIRCULAIRE FONTANET !

Pour cela, la lutte continue.

Toulouse : Une unité renforcée

TOULOUSE : Une unité renforcée
En rédigeant la triste circulaire qui porte son nom, le ministre Fontanet a lancé une attaque en règle contre les travailleurs immigrés. Depuis, le contrôle de la police sur les travailleurs s'est fait plus draconien, les descentes dans les foyers se sont faites plus fréquentes, les menaces d'expulsion plus nombreuses. Alors que la classe ouvrière engage des luttes de plus en plus dures contre l'exploitation capitaliste, la bourgeoisie espère la diviser et semer la peur dans une partie de

simplement des personnes qui soutenaient la cause des grévistes.
Ce comité s'est constitué sur la base des revendications des travailleurs. Il a pris en charge l'organisation matérielle de la grève et une campagne d'information par tract. Bien qu'appartenant au comité de soutien, les trotskystes de la Ligue ont préféré faire des interventions au Restau-U sur la liberté d'expression à la fac de droit plutôt que d'aider les camarades à populariser la grève. Diverses commissions ont été créées (trésorerie, information,



ses rangs. Mais les travailleurs immigrés n'entendent pas se laisser traiter comme une main-d'œuvre taillable et corvéable à merci. Ils n'entendent pas se laisser prendre dans le carcan de la circulaire Fontanet qui place tous leurs papiers sous le contrôle de la police et les lie au patron sans qu'il puissent changer d'employeurs.

C'est pourquoi, le 16 février, 39 Tunisiens déposaient ensemble au commissariat central une demande de cartes de travail en fixant un délai de 8 jours. Mercredi 21, on leur notifie une réponse négative de la préfecture. Jeudi 22, ces travailleurs décident de commencer tous ensemble une grève de la faim, après avoir rallié certains éléments sous influence révisionniste. Par la suite, l'Union Générale des Etudiants Tunisiens (manipulée par l'Unef-Renouveau) tentera à nouveau de diviser les grévistes en expliquant que le problème est national et que la C.G.T. lutte afin d'obtenir la carte de travail pour tous les travailleurs immigrés, sans doute grâce au Programme commun. Mais ces derniers savent depuis longtemps que pour obtenir leurs droits ils ne doivent se fier qu'à leur propre détermination et compter sur leurs propres initiatives.

Un grand élan de solidarité s'organise

Aussitôt, la solidarité avec les Tunisiens s'est manifestée par la création d'un comité de soutien qui a vite regroupé de nombreuses organisations syndicales (C.F.D.T.), politiques, anti-impérialistes, anti-racistes, des associations de travailleurs immigrés ou

matériel) dans lesquelles se sont intégrés les camarades d'H.R.. Le comité de soutien a dû déployer une activité intense pour rassembler en 48 heures une soixantaine de lits, matelas, duvets et couvertures, car le samedi 24, 55 Tunisiens et Marocains entamaient à 10 h du matin leur grève de la faim dans la crypte de l'église Saint-Aubin avec l'accord du curé et de l'évêché. Dimanche 24 d'autres Tunisiens, Marocains et Français les ayant rejoint, leur nombre est porté à 64 immigrés et 4 français, grévistes par solidarité. Un travailleur marocain a dit : « Je me suis décidé tout seul car moi aussi j'ai le même problème ; j'essaierai de lutter avec mes amis pour avoir nos cartes et tous nos droits. Mardi 27, un cinquième français s'est joint à eux.

« Un pour tous, tous pour un »

Durant toute la journée du dimanche, les travailleurs ont accueilli un flot de visiteurs, parmi lesquels des ouvriers français syndiqués à la CFDT. Des camarades d'H.R. ont fait un jour de grève par solidarité et se sont liés aux grévistes en abordant le problème du racisme, de leur exploitation en France, en parlant du problème palestinien.

« Avant la grève », nous a confié un jeune tunisien, « je pensais que tous les Français étaient racistes. Maintenant, mon cœur est aussi en France, et si des ouvriers français font grève, je ferais grève avec eux ».

En fin de soirée, on apprenait que de nouvelles grèves de la faim s'étaient déclenchées à Nice, Aix-en-Provence, Draguignan et Perpignan. Un travailleur

a dit : « Ça nous a augmenté le moral et ça nous a encouragé à tenir le plus possible. Peut-être il y aura quelque chose de bien pour notre grève, surtout quand ça éclate partout. Je pense que nous sommes dans le bon chemin. » Aussi après deux jours, les grévistes étaient d'autant plus déterminés. Les manœuvres de la police pour les diviser ont lamentablement échoué et le lundi, lorsque le commissaire de police est arrivé avec la carte de séjour pour trois mois concernant 39 grévistes seulement, il a suscité la réprobation et le mécontentement général. Les grévistes lui ont fait savoir qu'ils se battaient afin d'obtenir pour tous la carte de travail pour un an et ne l'ont pas admis à la conférence de presse.

Abrogation de la circulaire Fontanet !

Cette dernière a eu lieu lundi 25 février à 18 h 30 dans la chapelle de la crypte archi comble, elle fut menée avec détermination par les grévistes eux-mêmes, plus un membre du comité de soutien. Pour commencer, ils ont expliqué qu'ils s'opposaient aux patrons qui les exploitent en leur donnant le quart de leur salaire et des logements insalubres. Un travailleur a dit : « Nous avons entrepris cette grève illimitée jusqu'à la satisfaction de nos revendications, c'est-à-dire l'obtention de la carte de travail et de la carte de séjour. Nous sommes déterminés à ne sortir d'ici que si les 64 obtiennent leurs droits. »

Ensuite, un père de famille marocain a précisé que la carte de travail était le seul moyen pour vivre en France, pouvoir travailler et obtenir un logement, avoir droit à la sécurité sociale et aux allocations familiales, être assurés sur les chantiers et avoir droit à l'allocation chômage. L'intervention finale était consacrée à la circulaire Marcellin-Fontanet « Avec le contrat de travail, nous sommes des esclaves », a déclaré un jeune soutien de famille : « Si on demande une augmentation, le patron nous met dehors, si on est dehors on est sans papiers. Il faut rester avec ce contrat de travail

TRAVAILLEURS



un an pour avoir la carte de séjour et deux ans pour avoir la carte de travail, alors que l'article 1 du décret 46 mentionne que tous les travailleurs étrangers qui ont une activité professionnelle doivent posséder une carte de travail. »

Par la suite un gréviste français a poursuivi : « Si les grévistes demandent la carte de travail, c'est pour avoir cette liberté élémentaire de choisir leur employeur. Avec cette circulaire, on cherche à montrer que les immigrés sont un cas à part et on cherche à diviser la classe ouvrière. » Chaque intervention des grévistes fut ponctuée d'applaudissements et la conférence de presse s'est achevée par une collecte et un appel à une manifestation de soutien vendredi 2. Des tracts sont distribués dans de nombreuses usines toulousaines, car à travers les travailleurs immigrés, c'est la classe ouvrière toute entière qui est visée. Ensemble, travailleurs français et immigrés doivent riposter aux menées racistes et fascistes, ils doivent lutter au coude à coude. Ni les manœuvres de la police, ni celles des révisionnistes n'entameront la détermination des grévistes. La nouvelle de la manifestation a jeté le trouble dans les milieux préfectoraux. Les grévistes se sont entendu dire : « Vous l'avez fait exprès au moment des élections. »

ABROGATION DE LA CIRCULAIRE FONTANET !

TRAVAILLEURS FRANÇAIS, IMMIGRÉS, UNE SEULE CLASSE OUVRIÈRE !

Les camarades d'H.R. du comité de soutien.

« Nous votons pour la carte de travail »

Les 11 travailleurs tunisiens qui font la grève de la faim pour l'obtention de leur carte de travail, rue St-Maur à Paris, ont publié la déclaration suivante, au moment où le cirque électoral battait son plein :

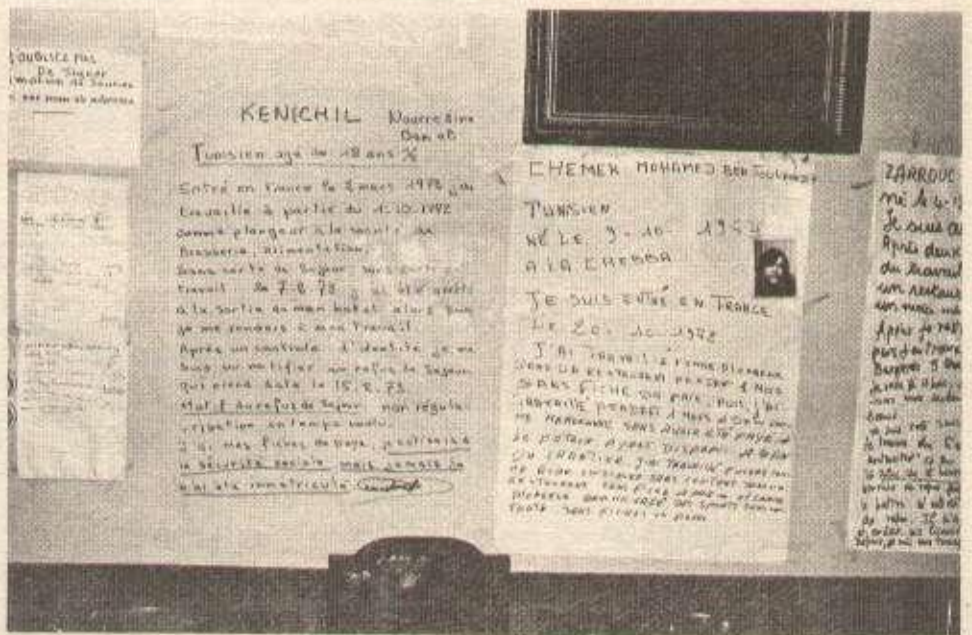
« Nous, nous votons pour la carte de travail. Nous, nous crevons de faim depuis 13 jours. Nous disons à messieurs les députés élus : Bonne fête !

Aucun de ces messieurs-là, qu'ils soient de droite ou de l'Union de la

gauche, ne s'est dérangé pour venir nous voir et nous assister dans notre lutte.

Tout ce que nous voulons, nous le demandons aux travailleurs français qui sont exploités comme nous, par le même patron et ceux immigrés qui sont dans la même situation que nous.

Nous leur demandons de venir soutenir notre combat, car c'est uniquement sur eux que nous comptons. »



LA BATAILLE DE "L'HUMANITÉ ROUGE"

POUR 12 PAGES CHAQUE SEMAINE

SOUSCRIPTION PERMANENTE

en francs			
Le camarade Léon	10	Chaud partisan du maté-	C.D.H.R. Jeanne-Labourbe
C.D.H.R. Manouchian	125	rialisme dialectique -	et Jeunes travailleurs
Un camarade de l'est		4° versement	126
du Var	4	Vive l'Albanie Socialiste -	Sur un marché
M.A., en plus de mon		Soutien permanent	4
abonnement	10	Sympathisants	Un ouvrier chauffagiste
Anonyme	2,9	Un sympathisant	20
Anonyme en timbres	5	Souscription permanente	Une camarade ouvrière
F.R. et D.R., soutien		mars - Roger	50
mensuel	50	P.M., aéroport	
Soutien à H.R., un ancien		Des travailleurs	Total de la semaine
militant U.J. - C. - F.	10	Un O.Q. 2 sympathisant	2 074,24
Un sympathisant - H.R.		H.R.	Total précédent
Vaincra !	5	Secours Rouge	266 150,30
Soutien à H.R., les M.-L.		G.D. - Soutien à H.R.	
du Centre	18	Un couple	
Vive la lutte classe contre		B.D.T.	Total général utilisé
classe	31	Lecteurs H.R.	pour le règlement
Un travailleur immigré -		Etudiant	des dettes de H.R.
soutien à H.R.	2	Un M.-L. breton	268,224,54
Deux sympathisants	6,80	Sur un marché	
C.D.H.R. G. Flourens	100	Un lecteur ouvrier	
Claudine	2	C.D.H.R. d'Hapiot	
Sur un marché	0,50	O.A. - 12 pages chaque	
Admirateurs d'Engels	7,40	semaine	10
Un vieux sympathisant	10	Soutien H.R. janv.-février	100
Versement mensuel mars -		C.D.H.R. Dimitrov	3
un jeune cheminot	100	Soutien H.R. décembre-	
En supplément à réabonne-		janvier-février	300
ment - R.J., un travailleur		C.D.H.R. Kirov	15
resté stalinien	5	S.J.P. - Soutien permanent	5
Une retraitée de 82 ans -		R.L. - Souscription mars	30
H.R. vaincra !	10	Une camarade au Comité	
C.M.S.	20	de Rédaction	50
		B.Y. - Soutien H.R. mars	10

SECOURS ROUGE
PROLÉTARIEN

Pour les camarades tunisiens
grévistés de la faim au 154 rue
Saint-Maur :

C.D.H.R. Gustave Flou-	68,65
rens	
Un commerçant immigré	10
Sur des marchés	4,92
A la Fac	10,60
Total	94,17

Versé aux grévistes.

Pour les Patriotes brésiliens :
5,75 F.

AU SOMMAIRE DE SON PREMIER NUMERO

PROLÉTARIAT

PRESENTE :

DES ARTICLES sur les comités d'entreprises, sur les cadres dans le capitalisme monopoliste d'Etat, sur des grèves, sur l'autogestion, sur le sens des élections en Albanie socialiste, sur Michel Debré et le patriotisme «de papa», etc.

DES DOCUMENTS albanais (« La classe ouvrière et le mouvement marxiste-léniniste dans les pays capitalistes »), chinois (« Pourquoi faut-il étudier l'économie politique ? »), martiniquais (« Analyse de classes et nature de la révolution à la Martinique »), etc.

DES CRITIQUES DE LIVRES écrits ou présentés par Han Suyin, Patrick Kessel, René Duchet.

DES CRITIQUES DE FILMS : les feuilletons télévisés, « Moi y' en a vouloir des sous » (Jean Yanne).

UN COURS MARXISTE-LÉNINISTE : La lutte des classes.

PROLÉTARIAT

L'exemplaire : 6 F (+ 1 F pour frais d'envoi)

Abonnement d'un an (quatre numéros) : 20 F

Abonnement de soutien : 50 F

— 17 RUE DU SENTIER, 75002 PARIS —

— C. C. P. n° : 30 686 98 - La Source —

à l'écoute de Radio-Tirana

Radio Tirana émet chaque jour en français de 22 h à 22 h 30 sur 215 m (P.O.). Emettre sur petites ondes, cela signifie qu'avec n'importe quel transistor on peut se mettre à l'écoute de Tirana.

Que nous apporte cette émission quotidienne ?

D'abord des Informations. Ces informations, nous aurions du mal à les trouver dans la presse bourgeoise et révisionniste, car ce sont des informations de classe qui savent ce qu'objec-

tivité » veut dire. On y voit le monde tel qu'il est : un monde où la question de la révolution est à l'ordre du jour, où les complots et les plans des forces réactionnaires ne montrent que leur faiblesse grandissante face aux coups toujours plus précis et plus mortels des forces révolutionnaires internationales, où la révolution victorieuse permet, comme en Albanie, d'instaurer la dictature du prolétariat pour construire une société nouvelle, socialiste.

Ensuite sous forme de commentaires, d'exposés, ou de traduction du quotidien Albanais « Zeri i popullit », Radio-Tirana donne l'opinion du camp socialiste sur les questions de l'actualité internationale. C'est ainsi que l'Albanie socialiste remet entre nos mains une arme efficace contre l'impérialisme et le révisionnisme moderne. Nous, Communistes Marxist-Léninistes de France devons apprendre à l'utiliser dans notre lutte quotidienne contre le capital monopoléur et son ange gardien révisionniste.

Enfin Radio-Tirana présente des rubriques hebdomadaires dont voici les titres :

Dimanche : Le Marxisme-Léninisme, une doctrine toujours jeune et scientifique.

Lundi : Le mouvement Marxist-Léniniste grandit et se renforce dans le monde.

Mercredi : Pour le renforcement de la dictature du prolétariat en Albanie.

Jeudi : Sur le front des luttes de libération.

RADIO - TIRANA pour les immigrés

EN ESPAGNOL	6 h. 30	31 m. - 42 m.
	19 h.	25 m. - 31 m. - 215 m.
	22 h.	31 m. - 42 m.
	24 h.	31 m. - 215 m.
	2 h.	31 m. - 41 m. - 49 m.
	3 h. 30	31 m. - 41 m. - 49 m.
	12 h. 30	25 m. - 31 m.
17 h.	25 m. - 31 m.	
EN ITALIEN	6 h. 30	42 m. - 49 m. - 247 m.
	12 h. 30	42 m. - 247 m.
	16 h.	42 m. - 247 m.
	19 h.	42 m. - 49 m. - 247 m.
	21 h. 30	42 m. - 49 m.
	22 h. 30	42 m. - 49 m.
	23 h. 30	42 m. - 275 m.
EN PORTUGAIS	8 h.	31 m. - 49 m.
	22 h. 30	31 m. - 49 m.
	24 h.	31 m. - 42 m.
	2 h.	31 m. - 42 m.
	11 h.	25 m. - 31 m.
EN ARABE	4 h. 30	31 m. - 42 m. - 247 m.
	5 h. 30	31 m. - 42 m. - 247 m.
	7 h.	31 m. - 42 m.
	16 h. 30	31 m. - 42 m.
	18 h.	31 m. - 42 m.
	20 h.	31 m. - 42 m. - 247 m.
	21 h.	25 m. - 42 m.

ABONNEMENT DE PROPAGANDE :
« L'HUMANITE ROUGE » PENDANT 3 MOIS POUR 20 F

ABONNEZ-VOUS !

Je soutiens « L'H.R. » dans son combat idéologique en m'abonnant

Nom	Abonnement	ordinaire	pli fermé	de soutien
Prénom	3 mois	20 F	35 F	50 F
Adresse	6 mois	46 F	80 F	100 F
	1 an	92 F	160 F	200 F
	Etranger :			
	3 mois	45 F	75 F	
	6 mois	85 F	140 F	
	1 an	170 F	280 F	

Règlement au C.C.P. « L'Humanité Rouge » 30 226-72 La Source ou par timbres.

2^e contribution

Sur les comités d'unité prolétarienne et populaire

La discussion se poursuit dans les rangs marxistes-léninistes à propos des C.U.P. ; c'est là une excellente chose, qui prouve que cette proposition destinée à développer la ligne et le travail de masse retient la plus large attention de tous les militants.

Actuellement, deux courants paraissent se manifester : certains camarades tentent d'avancer dans l'étude théorique des C.U.P., se référant par exemple au Front uni, aux expériences passées et à leurs aspects positifs et négatifs pour essayer d'en tirer profit aujourd'hui ; d'autres camarades vont délibérément de l'avant et passent à l'organisation et à l'impulsion concrète de travailleurs dans les C.U.P., comme par exemple dans le 13^e arrondissement de Paris, en milieu prolétarien et jeune.

Comme nouvelle contribution, avançons trois remarques :

1^o A l'étape actuelle, les C.U.P. ne constituent nullement un « Front uni », mais exclusivement le démarrage du mouvement de masse à partir d'une ligne de masse prolétarienne. Par la suite et dans la mesure de leur développement, les C.U.P. pourront effectivement passer alliance avec des couches sociales organisées et constituer un Front uni révolutionnaire.

Pour les C.U.P. d'usine, la question n'est pas compliquée.

Pour les C.U.P. de quartier ou de village, nous avons indiqué qu'ils se placent résolument sous la direction d'une ligne politique et idéologique qui est celle de la classe ouvrière et de son Parti révolutionnaire prolétarien.

Le Front uni pourra intervenir ultérieurement avec des militants ne se plaçant pas sur les positions de la classe ouvrière, mais dont les

luttons convergent avec celles du prolétariat contre le capitalisme, tout en ne comportant pas exactement les mêmes objectifs et programmes immédiats. Exemple : pourquoi les C.U.P. ne soutiendraient-ils pas les luttes des enseignants, des paysans travailleurs, et dans une telle perspective, pourquoi les enseignants et les paysans travailleurs ne soutiendraient-ils pas à leur tour les luttes des C.U.P. ? Toutefois, pour en arriver là, il convient d'abord que les C.U.P. s'organisent en tant que tels et commencent leur activité propre.

2^o Les C.U.P. peuvent-ils, en sens inverse, naître d'un comité déjà en activité, réuni sur la base d'une revendication économique ou sociale particulière ?

La réponse nous paraît devoir être affirmative.

Les C.U.P. ont seulement pour raison d'être de relier systématiquement les luttes économiques ou sociales aux luttes politiques.

Par exemple, un large comité existe pour exiger le logement de travailleurs immigrés, ou pour développer un combat contre une société immobilière, propriétaire d'un bloc, qui essaye de pressurer jusqu'à la moelle ses locataires.

Il est tout à fait possible que ce comité politise son action, se transforme en C.U.P. Il est aussi possible que seul un certain nombre de ses participants d'origine rejoigne les activités du C.U.P., les autres s'en tenant à leur seul et exclusif objectif initial.

L'important consiste à permettre l'expression la plus large, la plus démocratique prolétarienne, en comprenant qu'il est indispensable de bannir tout sectarisme, tout exclusivisme. Si des gens ne sont pas

« mûrs » aujourd'hui pour aborder les problèmes proprement politiques en liaison avec leurs problèmes particuliers, il importe de rester patients à leur égard. Les événements eux-mêmes, s'ajoutant à l'activité des C.U.P., se chargeront de leur ouvrir les yeux petit à petit.

3^o Les C.U.P. sont-ils des cartels d'organisations ?

En aucune façon, bien au contraire.

Même à la base, la participation aux C.U.P. doit être à titre individuel, et non en qualité de représentant de tel ou tel groupe organisé. Pourquoi ? Simplement parce que les expériences antérieures, comme celle du Secours rouge en particulier, ont prouvé qu'un mouvement de masse résultant de la direction par un cartel d'organisations au sommet et même à la base est voué aux luttes sectaires et finalement à sa désintégration.

Le moyen d'empêcher un processus d'éclatement par tendances comporte deux aspects :

D'abord qu'il n'y ait pas de « direction » organisée au niveau national aussi longtemps qu'elle ne résultera pas de la volonté et de la décision démocratique prolétarienne des masses c'est-à-dire de la base.

Ensuite que fonctionne la plus totale démocratie prolétarienne à l'intérieur du C.U.P., qu'une discipline rigoureuse soit instaurée précisément pour faciliter la possibilité d'expression de chaque participant. Il ne faut jamais imposer, mais toujours essayer de convaincre, avec patience, avec persévérance, et sans jamais être sûr que l'on a totalement raison. Le C.U.P. est une école où chaque militant doit s'astreindre



à bien écouter ce que dit chacun de ses camarades.

Le C.U.P. a charge de recueillir les idées des masses, de les synthétiser du mieux possible et de les renvoyer aux masses. Là réside sa seule chance de se lier profondément aux masses, et de finir par les représenter authentiquement, et non artificiellement.

On ne parle pas d'emblée au nom des masses, on fait d'abord effort pour les écouter, pour connaître leurs idées, et ensuite seulement on peut distinguer quelles sont les initiatives qui doivent en être retenues.

Exemple : les élections viennent de démontrer la très large et très profonde volonté des masses de voir changer la politique qui leur est imposée. C'est là une juste réaction. Mais des masses ont encore accordé leur confiance aux candidats « socialistes » et « communistes », c'est-à-dire aux réformistes et aux révisionnistes. Doit-on soutenir cette tendance des masses, ou doit-on la combattre ? On doit la combattre, mais évidemment avec des arguments et des formes susceptibles d'être écoutés et assimilés par les masses elles-mêmes.

Après ce second tour, qui consacre la continuation de la politique ultraréactionnaire, les masses commencent à prendre conscience que ce scrutin c'était « un coup pour rien ». De là, il convient de les faire avancer en leur démontrant la nocivité de la Constitution de la V^e République bourgeoise, ainsi que l'inefficacité de la voie électorale. Dans ce sens, le C.U.P. doit écouter attentivement tout ce qui se dit autour de lui et en son sein, et agir en conséquence.

Camarades de la région parisienne et de la province, envoyez-nous rapidement les premiers enseignements de votre travail pour la création des C.U.P.

Le 12 mars 1973.

P.S. — De nombreux lecteurs nous adressent des questions sur les C.U.P. Cette seconde contribution ne préjuge en rien des enseignements qu'apportera la pratique sociale de cette initiative pour unir les masses. Il s'agit d'aller de l'avant, d'ouvrir non seulement le débat, mais surtout la pratique. Les masses aspirent à s'unir pour agir.

Dans le XIII^e à Paris

Vers un Comité d'Unité Populaire

Une première réunion s'est tenue dans le 13^e arrondissement de Paris pour préparer la constitution d'un comité d'unité populaire du quartier.

Comme entrée en matière, quatre interventions furent faites. Une portant sur l'électoratisme, la suivante sur la Constitution, une autre sur la circulaire scélérate Fontanet-Marcelin et l'unité Français-immigrés, et enfin une autre sur le socialisme et en particulier les assemblées populaires.

Ensuite fut proposée la constitution d'un C.U.P. et l'assemblée engagea le débat pour se mettre d'accord sur un certain nombre de points.

Un participant prend la parole. Il appartient à un petit groupe qui travaille dans le quartier sur le front culturel. La M.J.C. du quartier est sous le contrôle d'un réactionnaire et c'est contre lui que le groupe s'est créé. Il essaie d'impulser des activités populaires dans le quartier. Il souligne qu'il y a beaucoup de gens qui sont d'accord sur l'essentiel ; le problème est de les unir. Il fait remarquer qu'il faut partir des problèmes de la population.

Une autre personne prend la parole et déclare qu'il faut choisir des points précis permettant de s'unir.

Un autre fait remarquer qu'il n'est pas pour l'existence d'un parti, mais ça ne l'empêche pas d'être pour un

C.U.P. Un jeune travailleur déclare que l'objectif est de s'unir sur les points où on est d'accord. Bien sûr qu'il y a des divergences mais ce sont des divergences au sein du peuple. Loin d'être passées sous silence, elles seront débattues dans le C.U.P. Mais il ne doit pas devenir pour autant un cartel d'organisations politiques.

Un jeune travailleur souligne que dans le C.U.P. chacun a droit à la parole, chacun fait connaître son point de vue. Le C.U.P. doit mettre en pratique la démocratie prolétarienne. Il fait part de son expérience dans un comité qui s'était formé contre les expulsions d'habitants du quartier. Les décisions y étaient prises en petit comité sans que les autres soient au courant.

Un participant fait remarquer qu'il existe dans le quartier des groupes qui se sont constitués spontanément, sur des fronts différents.

Il y a un comité d'unité Français-immigrés, un groupe de femmes en lutte, un groupe sur le front culturel. Toute cette activité se trouve dispersée, il faut la réunir.

Tout le monde est d'accord là-dessus. Une nouvelle réunion est fixée à laquelle ces groupes seront invités. Mais là, deux conceptions s'affrontent. Une première qui aboutirait à faire du C.U.P. une espèce de cartel de ces groupes.

C'est décidément là une conception qui ne va pas dans le sens de l'unité populaire : chacun resterait ainsi exclusivement sur un front étroit. Il n'y aurait pas unité mais juxtaposition.

Une autre conception dit que bien entendu, ces groupes doivent continuer leur activité propre, mais qu'au sein du C.U.P. l'unité se fait sur des objectifs plus larges et que tous les membres participent à l'action sur ces points (circulaire Fontanet, logement par exemple) en faisant abstraction des « étiquettes » diverses.

De toute façon, tout le monde est convaincu de la nécessité de poser la question de l'unité populaire et intéressé par la proposition de constituer un C.U.P.

Une nouvelle réunion est décidée pour la semaine suivante. De nouvelles personnes y seront invitées.

Cette première assemblée a permis de mettre à jour des problèmes insoupçonnés avant ; elle a permis de voir que l'unité nécessaire était possible, même si elle rencontrait des difficultés.

Des problèmes surgiront en cours de route, la pratique permettra d'y répondre.

Mais l'essentiel est de s'être engagé dans la voie de la réalisation de l'unité populaire ainsi que l'ont fait nos camarades.

CHINE 73

— Table ronde de Michèle Loi, Claude Julien, Régis Bergeron, etc., sur « la sinophobie ».

— « Pourquoi j'ai écrit « Le » déluge du matin », par Han Suyin.

— Un dossier sur la question du Tibet, etc.

Le numéro : 4 F

Abonnement un an : 15 F

32 rue Maurice-Ripoche
75014 Paris

C.C.P. A.F.C. 94 5510 Paris

LUTTE ANTI-FASCISTE ET ANTI-IMPÉRIALISTE DES ÉTUDIANTS GRECS

Le peuple grec s'apprête à fêter à sa manière le sixième anniversaire du coup d'Etat fasciste du 21 avril 1967, organisé directement par la C.I.A. américaine sous la « protection » de la VI^e Flotte U.S. En effet, pour la première fois depuis 1967, se déroule en Grèce un mouvement de masse contre la dictature fasciste de la clique de Papadopoulos : depuis plus d'un mois, les étudiants sont engagés dans une lutte ouverte et massive contre la junte, lutte qui rencontre l'appui grandissant du peuple grec. Ces faits prouvent que



la lutte des ouvriers, des agriculteurs, de la jeunesse, de tous les travailleurs opprimés par le fascisme, a atteint une étape supérieure. L'essor de la lutte antifasciste et anti-impérialiste du peuple grec ne pourra que grandir : la

brèche ouverte dans le régime américano-fasciste par le combat héroïque des étudiants sera tôt ou tard élargie par la lutte de toutes les autres couches de la population. Le sacrifice des martyrs Maria Vassilopoulou et M. Gratzias, sauvagement assassinés par la police, ne sera pas vain !

« Liberté », « Démocratie », ces mots clamés par des milliers d'étudiants grecs bravant dans la rue la police fasciste, ces mots ont eu un profond écho dans le peuple grec, qui ne les oubliera pas.

L'organisation d'assemblées générales presque tous les jours dans les écoles et les facultés en grève, au cours desquelles les étudiants élisent librement des comités d'action, décident la grève illimitée, s'élèvent contre la répression, dénoncent le régime fasciste exécré, constitue un exemple et un stimulant pour la lutte antifasciste de l'ensemble du peuple grec.

La clique des colonels grecs, qui s'évertuait depuis un an à se donner un visage « libéral » et « tolérant », est apparue pour ce qu'elle est sous les coups du mouvement étudiant : une clique fasciste sanguinaire, qui n'hésite pas à tuer, et qui va jusqu'à jeter en prison les avocats qui ont défendu les étudiants arrêtés lors des manifestations !

Un trait typique de la grande lutte déclenchée par les étudiants grecs est sa radicalisation : mouvement essentiellement académique au départ, il s'est transformé en un puissant mouvement politique antifasciste et anti-impérialiste.

En effet, après la lutte menée contre les pseudo-syndicalistes nommés d'office par les fascistes et après le succès du boycott des élections-bidon des conseils d'administration des facultés, le mouvement étudiant a pris une nouvelle ampleur au début de cette année.

En janvier, plusieurs sections de l'Ecole polytechnique se sont mises en grève pour protester contre le projet fasciste de « loi d'orientation

de l'enseignement supérieur ». Cette grève a conduit la jeunesse étudiante à un affrontement politique avec le régime fasciste, car en dénonçant la « loi d'orientation », les étudiants attaquaient en même temps la tentative de fascisation et d'américanisation de l'enseignement.

En outre, les étudiants grecs réclament l'abolition d'un certain nombre de lois fascistes, tels que la loi 93-69 (du 22 janvier 1969) qui permet d'expulser de l'université tout étudiant « contestataire » (l'article 120 stipule : « Un étudiant est puni s'il incite ses camarades à ne pas se rendre aux cours, s'il a un comportement outrageant pour les principes fondamentaux de l'Etat ou tente d'imposer des idées opposées au régime social existant... »), et le décret-loi 180-69, qui instaure un « commissaire gouvernemental » (souvent un militaire en retraite) ayant le veto sur le fonctionnement et sur les décisions de la faculté.

La clique fasciste des colonels réagit brutalement.

Les arrestations se multiplient. Le 26 janvier, le conseil d'administration de l'Ecole polytechnique décide la fermeture de l'Ecole jusqu'à l'arrêt de la grève. Quinze cents étudiants répondent par des mots d'ordre : « Le fascisme ne passera pas », « Le commissaire à la porte », et affrontent la police qui a encerclé le bâtiment. Une manifestation se forme dans les rues d'Athènes jusqu'à l'université, rejointe par les étudiants en droit et d'autres facultés.

Le 2 février est annoncée l'arrestation et la comparution devant les tribunaux militaires de dix étudiants trouvés en possession de tracts de l'organisation « Rigas Feraios ».

Neuf étudiants chypriotes sont expulsés de Grèce pour avoir participé à la grève et avoir insulté les conseils d'administration des facultés nommés par les fascistes.

Deux étudiants de l'université sont condamnés à sept mois d'emprisonnement pour avoir rossé un mou-

chard de la « section étudiante de la sûreté ».

A partir du 5 février, la grève à l'Ecole polytechnique est générale et suivie par d'autres facultés.

Le 12 février est publiée une loi fasciste selon laquelle si un étudiant fait la grève ou incite à la grève, il perd son sursis et est incorporé immédiatement.

Le 16 février, après diverses manifestations tous les jours précédents, trente-sept étudiants sont frappés de résiliation de leur sursis. Le même jour, réplique des étudiants : manifestation de trois mille personnes (rappelons-le : dans les conditions de la dictature terroriste de la junte fasciste).

Le 22 février, des manifestations étudiantes ont lieu dans Athènes, mais des travailleurs venant des banlieues d'Athènes viennent se joindre aux manifestants. Les manifestations et affrontements avec la police ont duré de 20 heures à 24 heures environ. Il y a plusieurs centaines de blessés, une manifestante, Maria Vassilopoulou, est tuée, des arrestations massives ont été effectuées.

La lutte continue et s'étend. Les mesures terroristes des fascistes, les décrets d'exception, les chantages et les menaces n'ont pas atteint leur but. De larges couches de la jeunesse étudiante se politisent au cours de cette lutte.

Le gouvernement fasciste dévoué aux Américains a reçu des coups sévères de la part des étudiants et des nombreux travailleurs qui les ont rejoints : le jour est proche où le peuple grec tout entier s'engagera dans la lutte pour renverser le régime américano-fasciste.

Vive la juste lutte des étudiants grecs !

Mort au fascisme et à l'impérialisme !

Liberté pour le peuple grec !

Soutien et solidarité à la lutte antifasciste et anti-impérialiste du peuple grec !

BRÉSIL : L'HORREUR FASCISTE

Dirigeant prestigieux de la lutte des « poseiros » (paysans sans terres), Manuel de Conceição était arrêté en 1970 à la suite d'une expédition militaire envoyée contre les paysans pauvres. Blessé aux jambes, abandonné sans soins, il devait être amputé d'une jambe atteinte de gangrène. Malgré les massacres, une extraordinaire mobilisation des paysans pauvres arrachait sa libération à la dictature fas-

ciste des militaires. Pas pour longtemps. Le 23 février 1972, il était de nouveau arrêté. De prison, il a pu faire parvenir cette lettre, témoignage implacable de l'hallucinant visage du fascisme brésilien.

Mais l'heure approche où la dictature devra répondre de ses crimes devant le peuple.

« Je suis menacé de mort si je dénonce les sévices que j'ai subis. J'ai passé 4 mois, affrontant des tortures sévères au siège de la première Armée à Rio de Janeiro et ensuite au service secret de la Marine.

Six fois j'ai été emmené à l'hôpital pratiquement sans vie. Les passages à tabac ont été si violents qu'il n'y a aucun point de mon corps qui ne soit devenu violet ; j'avais du sang coagulé sur tout le corps. Tous les poils de mon corps sont tombés.

Ils ont arraché les ongles de mes mains et ils ont percé mon sexe et mes testicules avec des aiguilles jusqu'à ce que ça devienne une passoire. Ils ont attaché une corde à mes testicules et m'ont trainé dans la cour ; ensuite ils m'ont pendu, la tête en bas. Ils m'ont passé des menottes au poignet et m'ont pendu à une grille. Ils ont ôté ma jambe artificielle et ont ligaturé mon sexe pour que je n'urine pas. Ils m'ont laissé trois jours sans manger et sans boire debout sur une seule jambe. Ils m'ont donné tellement de chocs électriques que mes tympans



« Liberté. Plus de pain, moins de canons. »

ont éclaté et je suis devenu aussi impuissant.

Ils ont cloué mon sexe à une table pendant 24 heures. Ils m'ont jeté à l'eau, les poings et les pieds liés et je me suis presque noyé... Pour toute nourriture ils ne me donnaient que du pain et de l'eau. On m'a enfermé dans une boîte dont l'intérieur était recouvert de caoutchouc, où un klaxon sonnait continuellement ; pendant 3 jours

je n'ai pas dormi ni mangé et je suis presque devenu fou...

Ils s'attendaient qu'après 12 mois en prison, le peuple m'aurait déjà oublié et qu'à ce moment le gouvernement me ferait jeter d'un hélicoptère en haute mer. Ils me le promettaient tous les jours. Pour eux, le principal problème était de m'isoler du peuple.

Ma vie est une fois de plus entre les mains du peuple brésilien. »

LISEZ,

COMMANDEZ,

DIFFUSEZ

**LA PROCLAMATION
DE L'UNION
POUR LA LIBERTÉ
ET POUR LES DROITS
DU PEUPLE BRÉSILIEN**

édité par le
Centre d'informations sur
les luttes anti-impérialistes
(C.I.L.A.)

17 rue du Sentier, Paris 2^e

Prix : 0,50 F (port en sus)